

COMITE PERMANENT INTERETATS
DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE
DANS LE SAHEL

INSTITUT DU SAHEL
BAMAKO - MALI



PERMANENT INTERSTATES
COMMITTEE FOR DROUGHT
CONTROL IN THE SAHEL

SAHEL INSTITUTE

BP.1530

Tél. (223) 22 21 48/ 23 40 67

Fax. (223) 22 23 37/ 22 59 80

Programme Majeur

Recherches Agro-socio Economiques

PROJET DE RAPPORT D'ACTIVITES 1996

Première Session du Comité Technique et de Gestion

Bamako, Mali - janvier 1997

SOMMAIRE

	Page
Acronymes	6
Résumé	8
Introduction	10
Etat d'exécution physique des activités	11
I. Projet développement des capacités institutionnelles	12
I.1. Activités prévues	12
I.2. Etat d'exécution	12
I.2.1. Etudes et analyses	12
I.2.1.1. Analyse d'impact de la recherche agricole	12
I.2.1.2. Harmonisation des statuts des chercheurs	12
I.2.1.3. Elaboration des termes de référence de l'étude sur le financement durable de la recherche agricole au Sahel	13
I.2.2. Appui aux Etats	13
I.2.2.1. Appui à la planification stratégique	13
Capitalisation des expériences des SNRA	13
Appui à la DRTA du Tchad	14
I.2.2.2. Appui à l'évaluation des chercheurs	14
I.2.3. Ateliers/Séminaires	15
I.2.3.1. Réunion de concertation des directeurs des instituts de recherche agricole	15
I.2.3.2. Atelier régional de formation en évaluation de l'impact de la recherche agricole	15
I.2.3.3. Ateliers de formation en gestion de la recherche	16
I.2.3.4. Forum régional de haut niveau	16
I.2.4. Productions scientifiques	18
I.2.5. Coordination	18
I.2.5.1. Participation à la réunion de concertation sur les critères d'évaluation et le statut des chercheurs	19
I.2.5.2. Participation à la IXème plénière de la CORAF	19
I.2.5.3. Participation à l'atelier national de recherche scientifique et technologique au Mali	19
I.2.5.4. Appui à l'organisation du colloque sur les ressources génétiques et de la 17ème plénière du SPAAR	19
I.3. Commentaires	20

SOMMAIRE (suite)

	Page
II. Projet études et analyses d'appui aux stratégies et politiques en SA et GRN	21
II. A- Composante gestion des ressources naturelles	21
II.A-1. Activités prévues	21
II.A-2. Etat d'exécution	21
II.A-2.1. Etudes et analyses	21
II.A-2.1.1. Etudes et analyse des déterminants des pratiques de GRN/SP	21
Cadre méthodologique régional harmonisé	21
Etudes nationales test	22
Etude exploratoire en zone OHVN au Mali	22
II.A-2.1.2. Système régional d'analyses en GRN/SP	23
II.A-2.2. Appui aux Etats	23
II.A-2.2.1. Appui à la mise en oeuvre de la Convention de lutte contre la désertification	23
Appui aux négociations	23
Appui au processus du Mali	24
Groupe d'appui CILSS-Club du Sahel	24
Groupe de réflexion sur les indicateurs de mise en oeuvre de la CCD	24
II.A-2.2.2. Autres appuis	24
II.A-2.3. Ateliers/Séminaires	25
II.A-2.3.1. Atelier régional sur l'état des lieux des pratiques de GRN au Sahel	25
II.A-2.3.2. Atelier régional de planification INTERCRSP	25
II.A-2.4. Publications	26
II.A-2.5. Coordination	26
II.A-2.5.1. Initiatives régionales	26
ROSELT	26
DMI	27
INTERCRSP	27
Pôle GRN	28
II.A-2.5.2. Coordination du projet	28
Visite circulaire dans les pays du CILSS	28
Cohérence des activités au sein du système CILSS	28
II.A-3. Commentaires	29

SOMMAIRE (suite)

	Page
II.B- Composante sécurité alimentaire	31
II.B-1. Activités prévues	31
II.B-2. Etat d'exécution	31
II.B-2.1. Etudes et analyses	31
II.B-2.1.1. Actualisation des effets de la dévaluation sur les prix et les coûts de production	31
II.B-2.1.2. Impact Macroscopique des politiques sur l'investissement, la productivité et la compétitivité agricoles	32
II.B-2.1.3. Investissement et compétitivité au niveau des filières des produits stratégiques	33
II.B-2.1.4. Impact de la dévaluation sur les revenus et la consommation des ménages	33
II.B-2.2. Réflexions stratégiques	34
II.B-2.3. Ateliers/Séminaires	34
II.B-2.3.1. Tables-Rondes nationales	34
II.B-2.3.2. Ateliers régionaux de concertation et de programmation	35
II.B-2.4. Productions scientifiques et techniques	35
II.B-2.4.1. Impact macroscopique des politiques sur l'économie et l'agriculture	36
II.B-2.4.2. Impact de la dévaluation sur les prix et les coûts de production	37
II.B-2.4.3. Impact de la dévaluation sur les opportunités et contraintes des filières agricoles et alimentaires	39
II.B-2.4.4. Synthèses sous-régionales	39
II.B-3. Commentaires	41
III. Projet d'appui aux activités de recherche pour une agriculture durable: PARA	41
III.A- Composante gestion des réseaux et pôles de recherche	41
III.A-1. Activités prévues	41
III.A-2. Etat d'exécution	41
III.A-2.1. Appui aux états	41
III.A-2.1.1. Consolidation des activités en cours	41
Mise en oeuvre des pôles de recherche	43
Suivi des réseaux coopératifs	43
Consolidation et valorisation du CERAAS	44
III.A-2.1.2. Finalisation des dossiers de certaines activités du plan triennal	44
Financement du projet Transformation des relations agriculture et élevage	44
Valorisation des acquis de PF1 et PF2	44

SOMMAIRE (suite)

	Page
III.A-2.2. Ateliers/Séminaires	45
III.A-2.2.1.Séminaire final de synthèse RCS-Sahel	45
III.A-2.3.Coordination	46
III.A-2.3.1.Supervision des activités du CERAAS	46
III.A-2.3.2.Participation au forum de la recherche scientifique annuel du CNRST	47
III.A-2.3.3.Participation à la réunion plénière de la CORAF	47
III.B- Composante protection intégrée des végétaux	47
III.B-1. Activités prévues	47
III.B-2. Etat d'exécution	48
III.B-2.1.Appui aux états	48
III.B-2.1.1.Mise en oeuvre de l'homologation commune des pesticides	48
III.B-2.1.2. Destruction des stocks de pesticides périmés	48
III.B-2.2.Appui au programme majeur politique en sécurité alimentaire	49
III.B-2.3. Publications	49
III.B-2.4.Coordination	49
III.B-2.4.1.Projet de lutte biologique contre les locustes et sautériaux du sahel	49
III.B-2.4.2.Participation aux réunions régionales et internationales	50
III.C. Commentaires	50
IV. Programme Sahélien en éducation environnementale : PSEE	51
IV.1. Activités prévues	51
IV.2. Etat d'exécution	51
IV.2.1.Etudes et analyses	51
IV.2.1.1. Etude comparative en éducation environnementale	51
IV.2.2. Appui aux états	51
IV.2.2.1.Développement des outils et méthodologies	51
IV.2.2.2. Banque de données	52
IV.2.3. Ateliers/Séminaires	52
IV.2.3.1. Concertation des directeurs nationaux de l'enseignement du primaire	52
IV.2.3.2. Concertation des écoles de formation	52
IV.2.3.3. Concertation des inspecteurs du primaire	52
IV.2.3.4. Finalisation du guide du PSEE2	52
IV.2.3.5. Bilan programmation PFIE	53
IV.2.3.6. Sensibilisation des communicateurs	53
IV.2.3.7. Conférence Ministérielle sur l'éducation environnementale	53
IV.2.3.8. Lancement du PREES	53
IV.2.4. Coordination	53
IV.3. Commentaires	54

SOMMAIRE (suite)

	Page
V. Projet sahélien d'information et de communication scientifique et technique : PROSACOM	55
V.1. Activités prévues	55
V.2. Etat d'exécution	55
V.2.1. Appui aux programmes internes et externes de recherche	55
V.2.1.1. Appui documentaire aux programmes de recherche INSAH	55
V.2.1.2. Confection de deux répertoires: chercheurs et projets de recherche	56
V.2.2. Réactivation de RESADOC	56
V.2.2.1. Concertation avec les pays membres du CILSS	56
V.2.2.2. Campagne de communication	56
V.2.2.3. Formalisation du réseau	57
V.2.2.4. Mise à niveau à la méthodologie RESADOC	57
V.2.3. Formation à la communication scientifique	57
V.2.4. Ateliers/Séminaires	58
V.2.4.1. Réunion de relance des activités du RESADOC	58
V.2.4.2. Réunion annuelle des coordonnateurs	58
V.2.5. Publications	59
V.2.6. Coordination	59
V.2.6.1. Installation du courrier électronique	59
V.2.6.2. Ebauche du plan marketing	59
V.2.6.3. Participation à la réunion des responsables des projets de communication système CILSS	60
V.3. Commentaires	60
Tableaux récapitulatifs	61

ACRONYMES

AGRHYMET	: Centre Régional d'Agro-Hydro-Météorologique (CILSS- Niamey, Niger)
ASARECA	: Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa
CCD	: Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification
CERPOD	: Centre d'Etudes et de Recherches sur la Population pour le Développement
CILSS	: Comité Permanent Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CNRST	: Centre National de Recherche Scientifique et Technologique
CORAF	: Conférence des Responsables de Recherche Africains
CRDI	: Centre de Recherche pour le Développement International
CRES	: Centre Régional de l'Energie Solaire
CRPS	: Comité Régional de Programmation et de Suivi
DECA	: Développement des Capacités pour l'émergence d'un espace scientifique régional
DMI	: Desert Margins Initiative
FEM	: Fonds pour l'Environnement Mondial
FEWS	: Famine Early Warning System
GEF	: Global Environment Facility
GRN/SP	: Gestion des Ressources Naturelles/Système de Production
IARE	: Institut des Aménagements Régionaux et l'Environnement
ICARE	: Imagerie Cartographie Etudes
IER	: Institut d'Economie Rurale
IGADD	: Inter-Gouvernement Authority on Drought and Development
INERA	: Institut d'Etudes et de Recherches Agricoles
INSAH	: Institut du Sahel
INTERCRSP	: Inter Collaborative Research Support Programme
IPR	: Institut Polytechnique Rural de Katibougou
ISRA	: Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
IST	: Information Scientifique et Technique
LCD	: Lutte contre la désertification
OHVN	: Office de la Haute Vallée du Niger
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSS	: Observatoire du sahara et du Sahel
PAN	: Plan d'Action National de lutte contre la désertification
PARA	: Projet d'Appui à la Recherche pour l'Agriculture Durable
PASP	: Projet d'Appui aux Stratégies et Politique
PADRES	: Programme de Recherche Appliquée pour le Développement dans le Sahel
PIL	: Project Implementation Letter (USAID)

PRODESO	: Projet de Développement du Sahel Occidental
ROSELT	: Réseau d'Observatoires de Surveillance Ecologique à Long Terme
SACCAR	: Southern African Center for Cooperation in Agricultural Research
SE	: Secrétaire Exécutif
SNRA	: Systèmes Nationaux de Recherche Agricole
SONED	: Société Nationale d'Etudes pour le Développement
SPAAR	: Special Programme for African Agricultural Research
SPSS	: Logiciel d'analyses statistiques
UMA	: Union du Magrheb Arabe
UNSO	: Bureau des Nations Unies de lutte contre la désertification
USAID	: Agence Américaine pour le Développement International

RÉSUMÉ

Le présent rapport décrit les activités menées par le Programme Majeur Recherches Agrosocio-économiques au cours de l'année 1996.

L'exercice 1996 qui est la deuxième année d'exécution du plan triennal du CILSS fut surtout marqué par la célébration du 20ème anniversaire de l'Institut du Sahel dont l'aboutissement fut la tenue d'un forum scientifique international sur la contribution de la recherche au développement du Sahel.

Un autre événement important fut la tenue de la première réunion de programmation des activités du programme majeur en dehors de Bamako (retraite) qui a regroupé tous les cadres ainsi que les représentants du personnel de soutien. Cette réunion a permis de renforcer l'esprit de groupe et de responsabilité participative commune au sein du personnel et d'améliorer la cohérence d'ensemble des activités prévues.

L'exercice a également vu le regroupement de tout le personnel des deux programmes majeurs de l'INSAH dans le même bâtiment, contribuant ainsi à une économie d'échelle et à un accroissement de la synergie des activités.

Dans l'ensemble, les activités se sont bien déroulées avec un taux d'exécution de l'ordre de 85%. Ces activités ont abouti aux acquis suivants:

- formation de vingt trois spécialistes en analyses de l'impact de la recherche;
- identification de huit axes et d'une vingtaine de thèmes prioritaires de recherche d'intérêt régional en gestion des ressources naturelles (GRN) et inventaire de plus de 90 principales pratiques de GRN au Sahel avec une analyse des contraintes et des facteurs favorables à leur adoption;
- production de près de soixante documents scientifiques d'analyses de l'impact de la dévaluation sur le secteur agro-alimentaire et de celui de la recherche agricole sur le développement;
- meilleure valorisation des acquis du centre régional de recherche sur l'amélioration de l'adaptation à la sécheresse (CERAAS) qui est basé à Bambey au Sénégal;
- appui technique au programme majeur politique en sécurité alimentaire et aux états dans l'élaboration des plans nationaux de lutte intégrée;
- lancement des activités relatives aux études et recherches en éducation environnementale;

- amorce de la redynamisation effective de RESADOC et renforcement des capacités internes de l'INSAH en matière d'édition scientifique et technique.

Malgré ces résultats appréciables, des faiblesses sont à signaler au niveau de l'articulation et de la cohérence des activités au sein du programme majeur, d'une part et entre celui-ci et les autres programmes majeurs, d'autre part surtout en matière d'études. Les coupures intempestives d'électricité sur trois mois, l'absence de liquidité financière et d'équipement adéquat à temps voulu ont également perturbé le déroulement normal de certaines activités.

En perspective pour l'année 1997, la contribution du programme majeur à la réflexion stratégique "Sahel 21 et transformation de l'agriculture", des ateliers de formation, le démarrage effectif de nouvelles activités en éducation environnementale, en protection intégrée des végétaux et dans le domaine de la recherche sur la résistance à la sécheresse, la mise en oeuvre des conclusions de l'évaluation à mis parcours du PRISAS et de celles des besoins de l'INSAH dans le cadre du programme InterCRSP constituent des activités porteuses d'espoir.

INTRODUCTION

Par souci d'harmonisation au sein du système CILSS, un effort a été fait pour la mise en pratique des orientations de la planification glissante. Ainsi, les activités sont présentées par projet (cinq) avec un rappel des objectifs et des activités prévues, une description de l'état d'exécution de ces activités et des commentaires sur les difficultés et suggestions d'amélioration à apporter. Un tableau récapitulatif de l'état d'exécution physique complète cette présentation qui est suivie de l'exécution financière sous forme de tableaux synthétiques.

Auparavant, un rappel est fait des objectifs et des résultats attendus du programme majeur.

OBJECTIF DU PROGRAMME MAJEUR

L'objectif stratégique du Programme Majeur Recherches agro-socio-économiques est de proposer des options pour lever les contraintes agro-socio-économiques au développement durable du Sahel. Ce faisant, il contribuera à la mise en oeuvre de la Convention internationale sur la lutte contre la désertification, notamment en son article relatif à la recherche-développement.

RÉSULTATS ATTENDUS

Cinq résultats sont attendus du programme majeur:

- R1. La problématique agro-alimentaire et environnementale est mieux connue ;
- R2. Des technologies appropriées, adaptées aux conditions socio-économiques et écologiques des pays du Sahel sont mises au point et diffusées;
- R3. Les résultats de recherches agro-socio-économiques et environnementales sont mieux diffusés;
- R4. La coordination et l'harmonisation des recherches agro-socio-économiques et environnementales au niveau régional sont assurées;
- R5. Une méthodologie de suivi-évaluation socio-économique et environnementale des actions de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles est élaborée et testée.

ETAT D'EXÉCUTION PHYSIQUE DES ACTIVITÉS

I. Projet Développement des Capacités pour l'émergence d'un espace scientifique régional: DECA

L'objectif du projet DECA est de contribuer au renforcement des capacités des systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) dans les domaines de la gestion, de la programmation, de l'établissement des priorités et de l'analyse d'impact de la recherche.

I.1. ACTIVITÉS PRÉVUS

Les activités suivantes étaient prévues pour l'exercice 1996:

- Etudes et analyses: analyse d'impact de la recherche agricole ; harmonisation des statuts des chercheurs ;
- Appui aux Etats: appui à la planification stratégique et à la programmation de la recherche agricole des SNRA ;
- Ateliers/séminaires;
- Coordination.

I.2. ETAT D'EXÉCUTION

I.2.1 Etudes et analyses

I.2.1.1. Analyse d'impact de la recherche agricole

Une synthèse des résultats d'études d'impact a été entreprise en collaboration avec Purdue University afin d'informer les pouvoirs publics, le secteur privé et les donateurs sur l'impact des investissements consentis à la recherche agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le document de synthèse est disponible en Français et en Anglais et a été présenté pour discussion lors du forum organisé du 9 au 11 décembre 1996 dans le cadre de la célébration du 20^{ème} Anniversaire de l'INSAH. L'édition et la publication de ce document sont prévues pour le premier semestre de l'année 1997.

I.2.1.2. Harmonisation des statuts des chercheurs

L'étude relative à l'harmonisation des statuts des chercheurs de la sous-région, initiée au cours du deuxième semestre de l'année 1995 vient de s'achever. Un rapport final a été présenté aux partenaires lors d'une réunion informelle de concertation sur les critères d'évaluation des chercheurs avec le CAMES tenue du 29 au 31 juillet 1996 à Ouagadougou.

Le document a suscité des réactions positives. Cependant, les participants n'ont pas manqué de lui reprocher sa concentration dans les pays sahéliens car estiment-ils, le problème du statut des chercheurs est une préoccupation de portée régionale et ne doit pas se limiter seulement au cadre institutionnel du CILSS. Il a été donc recommandé d'étendre l'étude aux autres pays non sahéliens membres de la CORAF. Les termes de référence ont été reformulés pour prendre cette recommandation en compte. Le démarrage de la deuxième phase de l'étude est prévu pour janvier 1997 et le document final pourra être présenté à la Xème Plénière de la CORAF en mars 1997 à N'Djamena, Tchad.

1.2.1.3. Elaboration des termes de référence de l'étude sur le financement durable de la recherche agricole au Sahel

La performance de la recherche agricole reste liée à la disponibilité des ressources humaines et financières adéquates. Dans la plupart des pays sahéliens, la question de ressources humaines n'est plus aussi préoccupante que par le passé. Le financement de l'agriculture en général et de la recherche en particulier demeure le facteur le plus limitant du développement agricole. Les données disponibles montrent que le financement de la part des partenaires au développement s'amenuise alors que les besoins sont de plus en plus importants et urgents.

Dans la recherche de solutions alternatives au problème de financement durable de la recherche agricole, plusieurs initiatives ont été engagées. Les dernières en date sont la consultation d'experts FAO/SPAAR sur le financement de la recherche agricole en Afrique Sub-Saharienne en Juin 1993 à Nairobi et plus récemment celle de Maastricht tenue du 12 au 15 septembre 1995, appuyée par l'USAID, le SPAAR et le Secrétariat des bailleurs de fonds. Dans le cadre de ces initiatives, l'INSAH, l'IER et le SPAAR se proposent de lancer une étude sur le financement durable de la recherche agricole au Sahel par le biais d'une consultation appuyée par deux équipes locales. Cette étude se focalisera principalement sur le Mali et le Cap Vert. Ses résultats préliminaires seront présentés pour discussion lors de la 17ème Plénière du SPAAR prévu du 17 au 23 février 1997 à Bamako.

1.2.2 Appui aux Etats

1.2.2.1. Appui à la planification stratégique

Capitalisation des expériences des SNRA

La coordination régionale du projet DECA a contribué à la revue du document intitulé "**No Shortcuts to Progress: Case Studies of the Status and Impact of Strategic Agricultural Research Planning in Africa**". Ce document est le fruit du travail entrepris l'année dernière par Michigan State University (MSU) en collaboration avec l'Institut du Sahel et d'autres institutions nationales et sous-régionales. La contribution de l'INSAH a été focalisée sur les expériences des SNRA sahéliens en matière de la planification stratégique avec un accent particulier sur les systèmes les moins avancés (Cap Vert, Guinée Bissau et Tchad). Le document dont le responsable du DECA est l'un des auteurs est actuellement en cours

d'édition pour publication et sera disponible dès l'année prochaine.

Appui à la Direction de la Recherche et de la Technologie Agricoles (DRTA) du Tchad

Le projet DECA a été sollicité par la DRTA pour participer à la réflexion sur le projet de création d'un institut de recherche agricole au Tchad. La réflexion a été entamée dans le cadre d'une réorganisation générale du Ministère du Développement Rural au Tchad. L'institut à créer est dénommé **Institut Tchadien de Recherche Agricole pour le Développement (ITRAD)** et bénéficiera d'un statut d'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC). La création de cet institut se justifie dans la mesure où la DRTA dans sa structure actuelle souffre de sérieux dysfonctionnements et par la nécessité d'orienter résolument les programmes de recherche vers le développement en prenant en compte les spécificités régionales du Tchad et l'intégration des préoccupations des producteurs. Il convient de rappeler que le Tchad est le seul pays membre du CILSS qui n'est pas encore doté d'un institut national de recherche agronomique.

Le projet DECA a également appuyé la DRTA dans la préparation des documents de requête de financement pour le fonctionnement du Comité de Pilotage du processus de relance de la restructuration du système de recherche agricole au Tchad. Les documents ainsi finalisés seront soumis à la FAO dans le cadre de son Programme de la Coopération Technique et au PNUD dans le cadre de son prochain cycle de programmation et de financement de ses activités. Cette dernière requête est à considérer comme un dossier complémentaire au plan national semencier déjà soumis au PNUD par le Ministre du Développement Rural. A cet effet, une rencontre préalable a eu lieu avec le Représentant de la FAO et le Chargé des programmes pour discuter des modalités pratiques et des procédures de soumission de ces deux requêtes. Ces initiatives ont pour objectif d'aider les autorités Tchadiennes dans l'élaboration du plan à moyen terme de la recherche agricole visant à la mise en oeuvre effective du plan stratégique à long terme adopté par le Gouvernement du Tchad depuis 1993.

1.2.2.2. Appui l'évaluation des chercheurs des SNRA

L'appui technique aux instituts nationaux de recherche dans l'évaluation de leurs chercheurs s'inscrit dans le cadre du Plan d'Action du Sahel qui vise à l'amélioration des systèmes de recherche agricole en vue de les rendre plus performants. C'est dans ce contexte que la coordination régionale de recherche a participé à :

- l'évaluation initiale des chercheurs de l'Institut d'Economie Rurale à Bamako, Mali du 8 au 12 janvier 1996.
- l'évaluation des chercheurs de l'Institut National de Recherche Agricole (NARI) à Banjul, Gambie du 2 au 14 février 1996.

I.2.3. Ateliers/Séminaires

I.2.3.1. Réunion de concertation des directeurs des instituts de recherche agricole

Afin de consolider le concept de régionalisation de la recherche agricole et de soutenir de manière durable les plans stratégiques des SNRA, une concertation des directeurs des instituts de recherche agricole de la sous-région s'avère nécessaire. A cet effet, une réunion de concertation des directeurs des SNRA a été organisée par le projet DECA en collaboration avec la direction générale de l'INSAH. La réunion s'est tenue du 22 au 26 janvier 1996 à Bamako. Dix neuf (19) participants y ont pris part, dont les Secrétaires Exécutifs du SPAAR et de la CORAF. Elle a permis aux participants d'échanger les idées sur les différentes mutations en cours dans le domaine de la recherche agricole et de proposer une meilleure synergie des différentes interventions dans la sous-région. Elle a également examiné et approuvé le programme de travail de l'INSAH pour l'année 1996.

I.2.3.2. Atelier régional de formation en évaluation de l'impact de la recherche agricole

L'atelier régional de formation en évaluation de l'impact de la recherche agricole, conjointement organisé avec l'ICRISAT, InterCRSP et Purdue University, s'est tenu du 1^{er} au 5 juillet 1996 au Centre Sahélien de l'ICRISAT à Niamey, Niger. L'objectif de cet atelier, était de renforcer les capacités d'analyse des SNRA en évaluation de l'impact de la recherche agricole.

En plus des participants sahéliens du Cap Vert, de la Guinée Bissau, du Mali et du Tchad, il y a eu la participation des chercheurs du Bénin, du Cameroun et du Togo financée par les centres internationaux de recherche agricole (ADRAO, ICRISAT). L'InterCRSP a également parrainé un chercheur de l'INERA pour faire bénéficier aux autres chercheurs son expérience dans l'étude d'impact relative aux cordons pierreux dans le Plateau Central du Burkina Faso.

Les résultats des études de cas ont été intéressants et encourageants. A l'exception de l'étude du Niger (difficultés de données statistiques), toutes les autres études ont révélé que les variétés améliorées de mil et du sorgho au Mali, la variété du sorgho S35 au Nord Cameroun et au Tchad et l'utilisation des cordons pierreux au Burkina Faso ont fortement contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations dans ces pays. Ces études ont également démontré que les investissements consentis dans l'adaptation et la diffusion de ces technologies sont rentables. De commun accord avec l'ICRISAT, il a été décidé de publier ces résultats sous forme des Actes de l'atelier afin de mieux informer les décideurs, les partenaires au développement et les utilisateurs des résultats de la recherche.

Comme par le passé, une place prépondérante a été réservée à la formation théorique des nouveaux participants. Un exposé théorique de la méthode du surplus économique a été fait pour permettre aux nouveaux participants de mieux comprendre la logique qui sous-tend cette méthode et aussi de mieux suivre par la suite les différentes étapes que comporte

l'estimation du gain social et du taux interne de rentabilité.

Un certain nombre de projets d'études ont été également développés et discutés au cours de l'atelier. Conformément aux recommandations de Niamey, tous les projets ont été centralisés à l'INSAH, y compris ceux des pays non sahéliens. En tout, sept projets d'études d'impact ont été reçus par l'INSAH dont deux sont des pays côtiers (Bénin et Togo). Ces deux études ont obtenu le financement du Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche sur le Sorgho (ROCARS).

L'INSAH, en ce qui le concerne, a signé cinq accords de bourses de recherche pour le financement des cinq études émanant des pays membres du CILSS. Il s'agit du Burkina Faso, du Cap Vert, du Mali, du Sénégal et du Tchad. La Mauritanie étant absente à l'atelier de formation, n'a pas présenté un projet d'étude pour un financement. Les résultats de ces études feront l'objet de discussion lors du quatrième atelier régional prévu en mai/juin 1997.

1.2.3.3. Ateliers de formation en gestion de la recherche

Deux ateliers de formation devaient se tenir:

- l'atelier régional de la formation des chercheurs sur le système d'information de gestion pour la recherche agricole était prévu en octobre au Burkina Faso. La formation vise à la création de banques de données sur les chercheurs et leurs activités comme première étape dans la mise en place progressive de ce système de gestion ; et
- l'atelier national du Tchad prévu en novembre avec comme objectif de former les chercheurs en méthodes et principes d'établissement des priorités de recherche en vue de développer leurs capacités dans le domaine de la programmation et de la planification stratégique.

Malheureusement, pour des contraintes de dernière minute au niveau de l'ISNAR, le formateur de cette organisation n'a pu être disponible. En conséquence, ces deux ateliers ont été reportés à l'année prochaine.

1.2.3.4. Forum régional de haut niveau

Le forum régional de haut niveau dont le thème central était: "**Contribution de la Recherche au Développement du Sahel**", s'est tenu du 9 au 11 décembre 1996 à Bamako et a regroupé une centaine de participants représentant des Etats, des institutions régionales, internationales et des partenaires au développement.

L'organisation de ce forum s'inscrivait dans le cadre des festivités marquant le 20^{ème} Anniversaire de l'INSAH. Il avait pour objectif la diffusion des résultats des études d'impact afin de sensibiliser les décideurs, le secteur privé, les bailleurs de fonds et les utilisateurs des résultats de recherche et de plaider pour un financement durable en faveur de la recherche agricole. Pour ce faire, trois des communications scientifiques présentées ont mis un accent

particulier sur l'impact de la recherche dont un des principaux indicateurs est le taux interne de rentabilité (IIR). En outre, des travaux en groupes ont été centrés sur le renforcement des capacités institutionnelles et le financement durable de la recherche.

A l'issue des débats, les principales recommandations suivantes ont été retenues:

Impact de la recherche

- ajouter au critère de TIR d'autres indicateurs, comme les effets sur la balance commerciale, le budget, l'emploi, la réduction des coûts de production et partant du prix au consommateur;
- insister sur le développement du capital humain comme produit de la recherche;
- vulgariser les résultats de la recherche auprès des producteurs qui en retour pourraient se faire les avocats de la recherche ;
- utiliser des supports modernes comme l'audiovisuel, le système d'information géographique (SIG) ;
- diffuser également les résultats des études d'impact à travers les autres pays pour sensibiliser leurs décideurs sur la pertinence de la recherche et des études d'impact ...

Renforcement des capacités institutionnelles

- créer un mécanisme fonctionnel de concertation et de coordination chargé, en collaboration avec les acteurs (institutions nationales de recherche agricole, Université, producteurs, transformateurs, etc.) de définir les priorités de recherche, d'évaluer les propositions de recherche, de suivre et d'évaluer l'exécution des programmes retenus ;
- mettre en place un outil de suivi-évaluation de la gestion de la recherche et des instituts de recherche ;
- améliorer les conditions de travail du chercheur et de valoriser son travail par l'utilisation des résultats de ses recherches et par une généralisation de son évaluation;
- promouvoir un statut régional du chercheur avec des critères harmonisés pouvant favoriser la mobilité des chercheurs dans la sous-région ;
- créer un cadre légal régissant les modalités d'exécution de consultations par le chercheur.

Stratégies de mobilisation du financement de la recherche

- élaborer un plaidoyer pour une recherche contribuant de façon plus significative au développement du Sahel sur la base des éléments de plaidoyer qui ont été définis par le

forum.

I.2.4. Productions scientifiques

Les rapports et publications suivants sont réalisés avec le soutien technique et financier du projet DECA de l'Institut du Sahel et de Purdue University.

1. Bedingar, Touba et William A. Masters (1996): "Impact de la recherche agricole: Synthèse des résultats et implications pour le pays membres du CILSS", Institut du Sahel, Bamako, Mali.
2. Ouedraogo, Souleymane et Illy Laraba (1995): "Evaluation de l'impact économique de la recherche et de la vulgarisation agricole: cas du maïs dans l'ouest du Burkina Faso", INERA, Ouagadougou.
3. Illy, Laraba et Ouedraogo Souleymane (1996): "Evaluation de l'impact économique des cordons pierreux: cas du plateau central au Burkina Faso", INERA, Ouagadougou.
4. Namba, Yallah (1996): "Evaluation de l'impact de la recherche agronomique au Tchad: cas du Coton", Cellule Technique de Suivi, Ministère du Développement Rural, N'Djamena.
5. Kergna, Alpha Oumar et A.M. Yapi (1996): "Analyse économique de l'impact de la recherche sur le sorgho et le mil au Mali", IER, Bamako.
6. Yapi, A.M., G. Dehala, K. Ngawara et A. Issaka (1996): "Analyse économique de la recherche sur la variété de sorgho S-35 au Tchad", DRTA, N'Djamena.
7. Seidi, Sirajo (1996): "An Economic Analysis of Mangrove Rice Research, Extension and Seed Production in Guinea-Bissau: Preliminary Evidence in the Tombali Region, INPA, Bissau.
8. Daba, Diawara et Sina Aliou Théra (1996): "Etude relative à l'harmonisation des statuts des chercheurs de la sous-région Ouest-Africaine", GECCO-Mali, Bamako.

I.2.5. Coordination

Afin de jouer pleinement son rôle d'interface entre les SNRA et les organisations régionales et internationales de recherche agricole, le Chef du projet DECA a accompli des tâches de représentation de l'INSAH à plusieurs rencontres nationales et régionales. Des appuis ont été également apportés aux composantes GRN et PRISAS de l'INSAH dans la préparation et l'organisation de trois ateliers régionaux.

1.2.5.1. Participation à la réunion de concertation sur les critères d'évaluation et le statut des chercheurs

Dans le cadre de la concertation en vue de consolider le concept de régionalisation de la recherche agricole et de soutenir de manière durable les plans stratégiques des SNRA, le projet DECA a participé à une réunion préparatoire de l'atelier-séminaire sur les critères d'évaluation des chercheurs avec le CAMES. Il s'agit de définir avec le CAMES un certain nombre de critères qui seront utilisés pour l'évaluation des chercheurs car le système d'évaluation actuel du CAMES ne cadre pas avec la spécificité de la mission de la recherche agricole. Une consultation sera commise pour élaborer un document de base et un atelier-séminaire sera organisé du 21 au 25 janvier 1997 à Ouagadougou pour valider le document.

1.2.5.2. Participation à la IX^{ème} plénière de la CORAF

Le Chef du projet DECA a représenté l'INSAH à la IX^{ème} plénière de la CORAF tenue du 18 au 26 mars 1996 à Brazzaville, Congo. A cette occasion, il a fait une communication sur l'état d'avancement de l'étude relative à l'harmonisation des statuts des chercheurs et a participé à la réunion des régionaux (SPAAR, INSAH, CORAF, ASARECA et SACCAR) tenue en marge de la plénière. La réunion des régionaux a pour objectif l'élaboration du statut d'un forum régional pour la coordination de la recherche agricole en Afrique Sub-Saharienne dénommé Forum pour la Recherche Agricole en Afrique ou FARA (acronyme en Anglais).

1.2.5.3. Participation à l'atelier national de recherche scientifique et technologique au Mali

Le chef du projet DECA a pris part à l'atelier national sur la recherche scientifique et technologique tenu du 23 au 30 juin 1996 à Bamako, Mali. Cet atelier a été organisé par le Ministère des Enseignements Secondaires, Supérieur et de la Recherche Scientifique et avait pour objectif la finalisation et la validation des nouvelles orientations de la politique nationale en matière de recherche scientifique et technologique et du plan national d'action de la recherche scientifique et technologique. L'atelier a fait des recommandations en vue de rendre plus dynamique le système de recherche scientifique et technologique au Mali.

1.2.5.4. Appui à l'organisation du colloque sur les ressources génétiques et de la 17^{ème} plénière du SPAAR

Dans le cadre de la coordination et de l'harmonisation des recherches régionales au Sahel, le chef du projet DECA a représenté l'INSAH dans le Comité de Pilotage de ces deux rencontres internationales. L'INSAH a été choisi par l'IER pour en faire partie en raison de sa longue expérience dans l'organisation de ce genre de rencontre. Les deux rencontres internationales sont prévues pour la période du 17 au 28 février 1997 à Bamako, Mali.

I.3. COMMENTAIRES

La plupart des activités du projet DECA prévues pour l'exercice 1996 ont été exécutées, mais non sans difficultés.

Le retrait du soutien financier de l'USAID à Michigan State University pour appuyer l'INSAH dans la planification stratégique en Afrique de l'Ouest et l'indisponibilité de l'ISNAR à la dernière minute constituent deux problèmes majeurs qui ont entravé la réalisation des ateliers de formation prévus dans les domaines de l'établissement des priorités et de la création de banques de données sur les chercheurs et leurs activités. Il est donc impératif pour l'INSAH de développer ses capacités internes dans les domaines clés d'intervention qui relèvent de sa mission.

La communication avec les partenaires des pays membres du CILSS reste un problème entier dans la réalisation des activités. Il est donc important de mettre en place un mécanisme approprié de communication avec les CONACILSS et les directeurs des SNRA pour renforcer leurs relations de travail collaboratif avec l'INSAH.

II. Projet Etudes et Analyses d'appui aux stratégies et politiques en sécurité alimentaire et en gestion des ressources naturelles/lutte contre la désertification: PADRES

L'objectif du projet PADRES est d'améliorer la formulation et la mise en oeuvre de politiques et programmes pour une croissance économique durable fondée sur une sécurité alimentaire auto-centrée et une gestion rationnelle des ressources naturelles au sahel.

II.A - Composante gestion des ressources naturelles

II.A-1. ACTIVITÉS PRÉVUES

Les activités suivantes étaient prévues pour l'exercice 1996 :

- études et analyses: étude et analyse des déterminants des pratiques de gestion des ressources naturelles /systèmes de production au Sahel ;
- appui aux états: mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ;
- publications ;
- coordination de la composante: coordination des initiatives régionales en GRN; harmonisation avec les autres activités de l'INSAH et du CILSS.

II.A-2. ETAT D'EXÉCUTION

II.A-2.1. Etudes et analyses

II.A-2.1.1. Etude et analyse des déterminants des pratiques de GRN/SP

Cadre méthodologique régional harmonisé

Un cadre méthodologique d'analyse des pratiques de GRN a été ébauché au cours d'un atelier régional qui a été organisé par la composante GRN/SP du 1er au 6 avril 1996 à Bamako . Ce cadre comprend des éléments méthodologiques pour chacun des cinq axes suivants: besoins d'études, échelles de travail, types de données à collecter, outils d'analyses, diffusion des résultats. L'atelier a recommandé que l'INSAH:

- s'inspire des expériences des différents pays en matière d'évaluation des pratiques de GRN;
- harmonise les différents concepts afin de permettre aux parties en présence de parler le même langage;

- organise un ou des atelier (s) de formation sur les méthodologies d'évaluation des impacts en matière de GRN. Ceux-ci auront pour avantage de regrouper les thèmes suivant des problématiques semblables et d'identifier les outils communs de collecte, de suivi et d'analyse afin de rendre les résultats comparables;

- oeuvre pour une meilleure interaction avec les directeurs des SNRA.

Dans le cadre de l'approfondissement du cadre méthodologique en question, les points focaux de la composante ont été chargés de produire un document national de synthèse visant à capitaliser l'ensemble des méthodes de collecte, d'analyse, de suivi-impact et de diffusion des données agro-socio-économiques relatives aux pratiques de GRN/SP. Ces documents seront discutés lors d'un atelier régional prévu à cet effet.

Etudes nationales test

L'attribution des bourses de recherche aux SNRA en vue de l'application du cadre méthodologique, n'a pu se faire comme prévu. En effet, les responsables nationaux en GRN ont souhaité disposer de beaucoup plus de temps pour leur permettre de mieux préparer leurs documents sur la méthodologie.

Cette activité a donc été recentrée sur la préparation d'un atelier régional complémentaire à celui de Bamako, pour approfondir le cadre méthodologique existant à partir des expériences menées dans les pays. Ce cadre plus élaboré et consensuel servira de plate-forme commune de base pour conduire les études de cas en 1997 dans chacun des pays membres du CILSS.

L'atelier en question a été programmé pour février 1997 à Dakar. L'annonce et les invitations ont été déjà envoyées aux SNRA et aux principaux partenaires scientifiques de la composante GRN/SP.

Etude exploratoire en zone Office Haute Vallée du Niger au Mali

L'analyse des données collectées en 1995 au cours de l'étude exploratoire en zone Office Haute Vallée du Niger (OHVN, Mali) s'est poursuivie. Les résultats du logiciel ANAPHYTO sont déjà disponibles. Cependant, pour des besoins de comparabilité, de compatibilité et d'harmonisation avec les autres partenaires de l'INSAH, en l'occurrence les SNRA, l'analyse des mêmes données avec le logiciel SPSS est en cours. L'atelier régional de février 1997 sur l'harmonisation des outils méthodologiques est ciblé pour la présentation et la discussion des résultats.

II.A-2.1.2 Système régional d'analyses en GRN/SP

Les discussions et contacts sont très avancés avec des partenaires scientifiques, afin de procéder à la mise en place d'un système régional d'analyses et de suivi agro-socio-économique en GRN/SP pour l'aide à la prise de décision en gestion durable des ressources naturelles au Sahel. Ce système devra être compatible avec les systèmes courants dans la sous-région, justifiant ainsi la prudence dans la démarche adoptée. Les programmes majeurs information (AGRHYMET), sécurité alimentaire (Ouaga) et Population/Développement (CERPOD), le centre de suivi écologique du Sénégal, l'IER-ICARE (Mali), FEWS-Mali et le programme INTERCRSP sont impliqués dans le processus en cours.

II.A-2.2 Appui aux états

II.A-2.2.1. Appui à la mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification

Appui aux négociations

En tant que membre de la délégation du CILSS, la composante GRN/SP a participé aux 8ème et 9ème sessions de négociation de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD) qui se sont tenues respectivement à Genève (Suisse) du 5 au 15 février 1996 et à New-York (USA) du 3 au 13 septembre 1996. L'appui apporté aux délégations des pays membres du CILSS et au Groupe Africain était sous forme d'analyses approfondies des enjeux et des stratégies des différents groupes en présence, afin d'alerter et de conseiller les délégués sur les positions à adopter. Dans ce cadre, des propositions de stratégies et de textes de négociation ont été rédigées et distribuées aux délégués. En plus, des rencontres de concertation, d'échanges d'idées et d'information sur le déroulement des négociations et sur les activités du CILSS dans la mise en oeuvre de la CCD ont été régulièrement organisées avec les pays du CILSS élargis à ceux du reste de l'Afrique de l'ouest.

Il est à signaler que les négociations ont abouti à un texte consensuel pour la plupart des décisions à prendre par la première réunion de la Conférence des Parties prévue pour Septembre ou octobre 1997 à Rome en Italie. Le seul texte litigieux avec des divergences sérieuses entre les différentes parties concerne le Mécanisme Mondial (de financement des programmes d'action).

La CCD avait 115 signatures à la date du 12 septembre 1996 et 54 ratifications le 18 novembre. Elle est entrée en vigueur le 26 décembre, soit 90 jours après la 50ème ratification.

Par ailleurs, sur un plan stratégique d'appui du CILSS aux états, l'équipe chargée du suivi des négociations de la CCD (INSAH, AGRHYMET, SE) a tenu une réunion de réflexion interne les 8 et 9 juillet 1996 à Ouagadougou. Elle a produit un document proposant des éléments de stratégie d'ensemble du CILSS pour la mise en oeuvre de la CCD. Ce document a été distribué au niveau des différents démembrements pour exploitation utile en fonction de leurs spécificités.

Enfin, la composante GRN/SP a participé à la réunion des organes nationaux de coordination et des organisations non gouvernementales sur la mise en oeuvre de la CCD au Sahel tenue à Banjul (Gambie) du 12 au 14 août 1996. Elle y a présenté une note sur les enjeux du Mécanisme Mondial et sur les attitudes à adopter pendant la 9ème session de négociations.

Appui au processus du Mali

La composante GRN/SP a participé au forum de lancement du processus d'élaboration du programme d'action national (PAN) du Mali tenu du 26 février au 1er mars 1996 à Bamako. Elle a activement pris part aux travaux du groupe de travail sur la méthodologie d'élaboration du PAN.

Un contact très étroit a été maintenu avec le secrétariat permanent chargé du pilotage du processus, notamment par la participation de la composante GRN/SP à ses différentes réunions et au test des indicateurs de suivi de la CCD au Mali.

Groupe d'appui CILSS-Club du Sahel

Faisant partie du groupe de travail CILSS-Club du Sahel sur la mise en oeuvre de la CCD, la composante a participé à la première réunion de ce groupe tenue les 27 et 28 mai 1996 à Dakar (Sénégal). Elle a été ainsi retenue comme membre du sous-groupe chargé des aspects de suivi-évaluation de la CCD. Ce sous-groupe a produit un document qui a été distribué lors de la 2ème réunion du groupe tenue les 16 et 17 novembre 1996 à Nouakchott, Mauritanie.

Groupe de réflexion sur les indicateurs de mise en oeuvre de la CCD

La composante GRN/SP est également membre du noyau de réflexion sur les indicateurs de la mise en oeuvre de la CCD dont le facilitateur est l'OSS et qui comprend aussi le PASP (Ouaga), l'IGADD, l'UMA, le Club du Sahel, l'UNSO, le Secrétariat Intérimaire de la CCD ainsi que le Mali, la Tunisie et le Sénégal.

Le groupe en question s'est réuni en Juillet 1996 à Paris et a produit un document intitulé "Indicateurs de mise en oeuvre et d'impact pour la Convention de Lutte contre la désertification". Ce document conjoint a été présenté et bien accueilli lors de la 9ème session de négociations à New-York. Le groupe a été invité à poursuivre la réflexion sous l'égide du secrétariat intérimaire de la CCD et en l'élargissant à d'autres partenaires intéressés.

II.A-2.2.2. Autres appuis

Un appui de consultation a été apporté à la SONED du Sénégal pour une étude agrostologique dans la zone du PRODESO au Mali.

La composante GRN-SP a également participé à l'évaluation du CRESA de la faculté d'agronomie de l'université Abdou Moumouni de Niamey (Niger) et a assuré l'encadrement

du mémoire de fin de cycle d'un étudiant de l'IPR de Katibougou (Mali) sur le thème "Etat des lieux des méthodes de suivi-impact des actions de gestion des ressources naturelles au Mali". Elle a aussi contribué aux débats lors de plusieurs réunions relatives à la GRN qui ont été organisées par les structures et organisations maliennes.

II.A-2.3. Ateliers/ Séminaires

II.A-2.3.1. Atelier régional sur l'état des lieux des pratiques de GRN au Sahel

Un atelier régional sur les priorités régionales de recherche en GRN/SP et l'état des lieux des pratiques de GRN/SP au Sahel a été organisé à Bamako (Mali), du 1 au 6 avril 1996. Cet atelier a enregistré la présence effective de plus de 80 participants représentant les états sahéliens et non sahéliens d'Afrique de l'ouest, les institutions de recherche, les organisations paysannes et autres utilisateurs des résultats de la recherche, les ONG, les partenaires scientifiques et financiers et les programmes majeurs du CILSS. Une trentaine de communications y ont été présentées et discutées.

Après avoir identifié les principales contraintes et les priorités de recherche par pays et au niveau régional en matière de GRN/SP, l'atelier a défini huit axes et vingt trois thèmes prioritaires de recherche d'intérêt régional et dégagé une stratégie de leur mise en oeuvre.

Par ailleurs, 93 pratiques courantes vulgarisées en GRN/SP au sahel ont été inventoriées et des indications ont été fournies sur leurs taux relatifs d'adoption par les producteurs, les principaux facteurs favorables à leur adoption ainsi que les contraintes qui y sont liées. Des recommandations pertinentes ont été faites à l'endroit des états et de l'INSAH pour l'exécution diligente de l'ensemble des actions retenues. Il a été ainsi demandé à l'INSAH:

- d'assurer la coordination stratégique de la recherche dans la sous-région en GRN/SP;
- de participer aux comités de coordination de toutes les initiatives éco-régionales;
- d'organiser une réunion de programmation des activités du pôle de recherche en relation avec l'INERA (Burkina Faso);
- de créer un comité de suivi composé d'un représentant de l'INSAH, de deux représentants des pays, d'un représentant du programme INTERCRSP et d'un représentant des producteurs. Ce comité pourra faire appel, au besoin à d'autres compétences.

II.A-2.3.2. Atelier régional de planification INTERCRSP

Un atelier de planification des activités de recherche INTERCRSP a été organisé par la composante GRN/SP avec l'appui financier du programme en question. Cet atelier qui s'est tenu à Dakar les 17 et 18 septembre 1996 n'était pas prévu. L'opportunité de la disponibilité de fonds suite au retrait de l'USAID du Niger a été saisie pour son organisation. Il a vu la participation effective des institutions focales de l'INSAH, des services chargés de la vulgarisation agricole des pays du CILSS ainsi que des représentants du Cameroun et des

différents CRSP. Le responsable de l'INERA chargé du dossier Pôle GRN a également participé aux travaux afin d'assurer la cohérence des actions dans la sous-région. La participation et l'appui des projets DECA et PARA ont été très appréciables.

Partant des résultats de l'atelier de Bamako, les participants ont identifié sept thèmes prioritaires de recherche collaborative en matière de restauration et conservation des sols, de gestion de l'eau et de conservation de la biodiversité. La coordination du programme INTERCRSP à l'INSAH et aux USA et les quatre SNRA chargés de la concertation sur le pôle GRN (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal) sont actuellement engagés dans le processus d'exploitation des résultats de l'atelier en vue d'élaborer et d'exécuter un programme de recherche collaborative avec les SNRA.

II.A-2.4. Publications

En collaboration avec le projet PROSACOM, les actes de la réunion de réflexion sur l'analyse des pratiques de GRN au Sahel tenue à Bamako du 27 au 29 mars 1995 et une bibliographie spécialisée sur les ressources naturelles au Sahel ont été publiés.

Un article sur les programmes majeurs de l'INSAH et un autre sur les priorités régionales de recherche en GRN ont été également publiés respectivement dans les actes des ateliers du DMI (Janvier 1995) et du programme INTERCRSP (Septembre 1995).

Par ailleurs, plusieurs documents sont en attente de publication: les actes de l'atelier sur l'état des lieux des pratiques de GRN au Sahel d'avril 1996, les neuf documents nationaux de cet atelier, un article sur les activités de la composante GRN/SP et un autre article sur l'intensification agricole au Sahel.

II.A.2.5. Coordination

II.A-2.5.1. Initiatives régionales

ROSELT

Conformément à l'accord de coopération qui a été signé entre le CILSS et l'OSS, les contacts ont été maintenus avec l'IARE pour le suivi des activités du ROSELT. Après la phase de labellisation des sites en 1995, le réseau est entré en 1996 dans une phase de programmation des observatoires pour la période 1997-2000. Un certain nombre d'observatoires ont été choisis parmi les sites labellisés afin de les doter en priorité de moyens d'action et de capacités de démonstration et de formation. L'établissement de cartes d'occupation des terres et l'exploitation des données existantes sont également prévus. Les observatoires qui ont été retenus en fonction de la variété des facteurs bio-climatiques et anthropiques, de la spécificité de l'utilisation des terres et des contraintes financières sont les suivants:

Zone CILSS: Le ferlo (Sénégal), Banizoumbou et Keita (Niger), Bourem (Mali) et Ribeira Seca et principal (Cap vert).

Afrique du Nord: Menzel Habib (Tunisie), Issougui (Maroc), El Omayed (Egypte).

D'un autre côté, les représentants nationaux du réseau ont été informés sur les actions de la coordination sous-régionale. Des faiblesses sont cependant à signaler dans la circulation de l'information entre l'IARE, la coordination sous-régionale et les représentants nationaux. Les dispositions ont donc été prises pour améliorer cette situation.

Au niveau de l'IARE, les activités ont porté sur l'harmonisation des données et de leurs méthodes d'exploitation, la modélisation des mécanismes d'interaction entre les systèmes écologiques et sociaux, le statut des données, la participation aux réflexions du groupe sur les indicateurs de la mise en oeuvre de la Convention de lutte contre la désertification.

Sur le plan de la recherche de financement, des modules d'activités ont été élaborés et soumis à des bailleurs potentiels en fonction de leurs domaines d'intérêts: le FEM Français, l'Union Européenne et le CRDI. Il est à signaler que l'UNSO s'est officiellement engagé dans le réseau en y affectant une partie du temps de travail de son représentant basé à Ouagadougou.

D.M.I.

La composante GRN/SP assurant la coordination sous-régionale du D.M.I. a participé au processus de sélection du coordinateur et à la réunion du comité de pilotage de l'Initiative qui se sont succédés du 17 au 26 janvier 1996 à Niamey (Niger). Elle a présenté une communication lors de cette réunion du comité sur le concept des pôles de recherche dans la zone d'intervention du CILSS.

Le candidat retenu comme coordinateur, en la personne de Saïdou Koala, de nationalité Burkinabé, a pris fonction en juin 1996.

La composante a également participé aux ateliers nationaux de programmation du DMI au Mali et au Sénégal.

Sur la base des résultats des ateliers sous-régionaux et nationaux, le dossier de l'Initiative a été finalisé et ventilé pour la recherche de financement, notamment au niveau du GEF. Sept objectifs spécifiques ont été retenus: Compréhension de la dégradation des terres; évaluation des pratiques de gestion des terres sèches; amélioration de la gestion des ressources naturelles; proposition d'options institutionnelles, de politiques et de programmes; formulation de stratégies de gestion de la sécheresse; développement des capacités institutionnelles; échanges d'information et de technologies. Le budget total s'élève à 5 millions de dollars US pour cinq ans.

InterCRSP

Un mémorandum de collaboration a été signé entre l'INSAH et le conseil InterCRSP basé aux USA. Les contacts sont en cours entre la composante GRN-SP (chargée de la coordination en Afrique de l'ouest) et le coordonnateur du programme basé à l'université de Virginia Tech (USA) pour opérationnaliser cet accord.

C'est dans ce cadre que deux spécialistes du programme INTERCRSP ont séjourné à l'INSAH du 5 au 16 août 1996 en vue d'identifier les actions concrètes de renforcement des capacités de l'INSAH pour accomplir sa mission en GRN. Une dizaine d'actions ont été proposées et couvrent trois grands axes: Assistance technique et appui à la demande; formation et stages de courte durée; développement institutionnel.

Pôle GRN

En relation avec les projets PARA et DECA les contacts se poursuivent avec le CNRST/INERA du Burkina Faso pour la tenue rapide de l'atelier de programmation des activités du pôle.

II.A-2.5.2. Coordination du projet

Visite circulaire dans les pays du CILSS

Une visite circulaire de travail a été effectuée dans tous les pays membres du CILSS (excepté le Mali) avec deux objectifs principaux:

- assurer une large diffusion des activités de l'INSAH en général et des résultats de l'atelier régional en GRN d'avril 1996 en particulier;
- renforcer par l'intermédiaire des institutions focales de l'INSAH, les mécanismes nationaux inter-institutionnels appropriés pour la poursuite des activités de la composante GRN/SP en maintenant le contact physique avec les partenaires sur le terrain: participants à l'atelier de Bamako, producteurs, services techniques d'encadrement gouvernementaux, ONG, projets etc.

La visite a atteint ses objectifs. Les partenaires dans les pays visités ont été largement informés des activités de l'INSAH. Tous les pays ont effectivement nommé des responsables nationaux en GRN/SP qui sont les contacts directs de l'INSAH dans ce domaine. Ceux-ci à leur tour ont des points focaux dans les principales structures et organisations concernées par la GRN.

La visite a surtout permis de renforcer la présence du CILSS dans les pays, action qui est à encourager.

Cohérence des activités au sein du système CILSS

La composante GRN/SP a participé à plusieurs réunions de concertation visant à une meilleure harmonisation des activités en vue d'assurer leur cohérence au sein du programme majeur et de l'INSAH: réunions au sein de la composante; réunions du programme majeur; réunions mensuelles de direction. Les membres du groupe interne de réflexion et d'orientation en GRN/SP (tous les chefs de projets et de composantes du programme majeur

recherches agro-socio-économiques et deux cadres du CERPOD) ont été régulièrement informés des activités menées par la composante GRN/SP. Ils ont activement participé à ces activités, notamment à l'organisation des ateliers régionaux.

Par ailleurs, par décision No.002 en date du 15 mars 1996, le responsable de la composante GRN/SP a été nommé chef du projet "études et analyses d'appui aux stratégies et politiques en matière de SA et de GRN" et cumulativement responsable du programme majeur recherches agro-socio-économiques. Ces nouvelles responsabilités ont entraîné une augmentation significative des activités de coordination et de mise en cohérence au sein de la composante GRN/SP, entre autres par la participation aux instances du CILSS (conseil des ministres, conseils de direction) et aux réunions sur la réflexion "Sahel 21" et par la préparation et la tenue de la réunion de programmation des activités 97 (retraite). Il est donc souhaitable que les termes de référence du responsable de la composante GRN/SP tiennent compte de cette situation.

Enfin, la composante a participé à la première réunion du réseau interne du CILSS en GRN tenue les 18 et 19 novembre 1996 à Nouakchott, en Mauritanie. Cette réunion a été une étape décisive dans la mise en cohérence des activités du CILSS en GRN.

II.A-3. COMMENTAIRES

Les principales contraintes au niveau de la composante GRN/SP au cours de l'exercice 1996 sont les suivantes:

- perturbations sérieuses dans la fourniture d'électricité par l'énergie du Mali (environ 3 mois);
- non disponibilité d'équipement et de matériels adéquats à temps voulu. En guise d'illustration, les commandes d'ordinateurs et accessoires passées auprès de l'USAID-Mali ont pris plus d'une année avant d'être en partie satisfaites.
- rupture temporaire de liquidité financière due au retard accusé dans la signature du document d'allocation des fonds 1996 du projet PADRES (USAID);
- retard significatif dans la production des documents nationaux par les SNRA, relatifs à la capitalisation des expériences en matière de collecte, d'analyses, de suivi-impact et de diffusion de données en GRN/SP;
- sollicitation trop forte par rapport à l'effectif et à la disponibilité réels du personnel qui a vécu une situation permanente de surcharge de travail et de stress;
- insuffisance (malgré la tenue de la réunion du réseau) dans la circulation de l'information entre les différents projets et programmes du système CILSS en GRN/LCD. Ceci a eu comme conséquence des faiblesses de coordination et d'articulation des activités liées à la GRN au sein du CILSS.

Malgré ces contraintes, l'exécution du programme de travail de la composante GRN/SP est satisfaisante. L'un des résultats les plus palpables est la création d'un mouvement d'adhésion des SNRA au thème central de la composante, l'analyse des pratiques de GRN. En partenariat avec les principaux acteurs dont les producteurs, les contraintes et priorités de la recherche en GRN/SP ont été définies, un cadre méthodologique d'analyse a été esquissé et neuf responsables nationaux en GRN assurant la liaison directe de leurs institutions et de leurs pays en la matière avec l'INSAH ont été désignés. La collaboration avec les différentes initiatives régionales est fructueuse. La composante a été également très active dans le cadre de l'appui aux états pour la mise en oeuvre de la Convention de lutte contre la désertification.

Par ailleurs, les discussions avec les partenaires pour la mise en place d'un système d'analyse des données agro-socio-économiques géocodées sont très avancées et devront être concrétisées en 1997. De même, les analyses des données, notamment celles de l'étude OHVN, qui ont accusé du retard devront connaître un développement rapide au cours de l'exercice à venir.

Il est à signaler que le programme InterCRSP suscite beaucoup d'espoir au niveau de la composante GRN/SP par la diversité et la qualité des appuis possibles à l'INSAH et aux SNRA. Les dispositions ont donc été prises pour renforcer cette collaboration.

Pour améliorer l'exécution des activités pour l'exercice à venir, il est souhaitable de résoudre le problème d'équipements et de matériels, de garantir la stabilité et la disponibilité de la liquidité financière à temps voulu et d'assurer une meilleure articulation et circulation de l'information entre les différentes activités du CILSS relatives à la GRN. La tenue régulière des réunions du réseau interne du CILSS en GRN est fortement recommandée.

II.B. Composante sécurité alimentaire: Programme régional de renforcement institutionnel en matière de recherche sur la sécurité alimentaire au Sahel (PRISAS)

II.B-1. ACTIVITÉS PRÉVUES

Les activités suivantes étaient prévues pour l'exercice 1996:

- Etudes, analyses: quatre études ;
- Réflexions stratégiques: trois thèmes ;
- Ateliers/séminaires.
- Production scientifique et technique

II.B-2. ETAT D'EXÉCUTION

II.B-2.1. Etudes et analyses

II.B-2.1.1. Actualisation des Effets de la Dévaluation sur les Prix et les Coûts de Production

Initiées en 1995, ces analyses ont été poursuivies et complétées pour couvrir les deux premières années post-dévaluation au Mali, Niger, Sénégal et Tchad. Les rapports définitifs ont été reçus et approuvés pour ces pays, à l'exception du Niger où les événements politiques intervenus depuis le premier trimestre de l'année ont perturbé le suivi des études. Dans ce dernier cas, les rapports provisoires ont néanmoins été produits et sont en cours de révision finale. Une synthèse sous-régionale a été élaborée et diffusée par l'équipe de coordination du PRISAS pour une meilleure valorisation des résultats des analyses du module d'études de l'impact de la dévaluation sur les prix et le pouvoir d'achat.

II.B-2.1.2. Impact Macroscopique des Politiques sur l'Investissement, la Productivité et la Compétitivité Agricoles

Conçus pour servir à la fois d'outils informatifs et d'aide à la programmation d'études approfondies de l'impact des politiques sur les filières agricoles et alimentaires, ces tableaux de bord ont été élaborés pour le Mali, le Sénégal et le Tchad. Les documents produits par les équipes de chercheurs et consultants pour ces trois pays ont été révisés par la coordination du PRISAS et sont en cours de diffusion. Les tableaux de bord produits concernent pour chaque pays l'économie globale, le secteur agricole et quelques filières agricoles sélectionnées: riz, coton, bétail, arachide/niébé, fruits et légumes au Mali; riz, arachide, bétail, pêche, fruits et légumes au Sénégal; coton, sésame et gomme arabique au

Tchad. La programmation de ce travail a également dû être suspendue pour le Niger pour les raisons invoquées plus haut.

II.B-2.1.3. Investissement et Compétitivité au niveau des Filières des produits stratégiques

Les activités d'études et analyses concertées du PRISAS se sont focalisées cette année sur l'examen de l'impact de la dévaluation et d'autres politiques macro-économiques sur l'investissement, la productivité et la compétitivité au niveau des filières agricoles et alimentaires. Le programme de travail prévu à cet effet a été réalisé comme suit:

- Elaboration par la coordination du PRISAS et adoption, en Avril, d'une méthodologie commune par les chercheurs du Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Sénégal et Tchad;
- Choix des filières, identification et conception concertées de projets d'études nationales par filière pour tous les pays concernés, sauf le Niger;
- Visites de travail conceptuel complémentaire effectuées, en Mai et Juin, pour finaliser l'élaboration des projets d'études nationales dans les nouveaux pays participant aux études concertées du PRISAS (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Ghana);
- Mobilisation de bourses de recherche (d'un montant total de 59.902.000 F.CFA) pour la mise en oeuvre des études nationales élaborées et approuvées;
- Visites d'appui et de suivi par la coordination du PRISAS au niveau de chaque pays en Août, Septembre et Octobre;
- Réalisation d'un total de 22 études individuelles de l'impact de la dévaluation, réparties entre les systèmes nationaux de recherche participants comme suit:
 - Bénin: 3 études filières (coton, manioc, tomate), réalisées par l'INRAB, la Faculté de Sciences Agronomiques de l'université Nationale du Bénin et le Conseil National pour l'Exportation (CNEX);
 - Burkina: 4 études filières (coton, bétail, niébé, haricots verts), réalisées par le CEDRES/Université de Ouagadougou et l'INERA;
 - Côte d'Ivoire: 3 études filières (riz, manioc/atiéké, bétail), réalisées par le CIRES/Université d'Abidjan et l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie (ENSA) de Yamoussokro;
 - Ghana: 3 études filières (Bétail, manioc, oignon), réalisées par le Département d'Economie Agricole de l'Université du Ghana et l'Institut de Statistiques et Recherches Socio-Economiques (ISSER);
 - Mali: 3 études filières (coton, bétail, pomme de terre), réalisées par l'IER en collaboration avec l'Office Malien du Bétail et de la Viande (OMBEVI);

- Sénégal: 4 études filières (coton, arachide, pêche, légumes), réalisées par l'ISRA en collaboration avec l'Unité de Politique Agricole (UPA) du Ministère du Développement Rural et la Société de Développement des Textiles (SODEFITEX);
- Tchad: 2 études filières (coton, oignon), réalisées par la Direction de la Promotion des Productions Agricoles et de la Sécurité Alimentaire (DPPASA).

II.B-2.1.4. Impact de la Dévaluation sur les Revenus et la Consommation des Ménages

Les études identifiées, élaborées et financées (pour un total de 8.094.360 F.CFA en 1996) à cet effet au Burkina Faso (FASEG/CEDRES), en Côte d'Ivoire (Université de Bouaké), au Mali (IPR/IER), et au Sénégal (ISRA/MSU) ont bien démarrées et sont en cours d'exécution normale. Des résultats préliminaires de ces études plus longues et intensives en collecte et analyse de données primaires au niveau des ménages ont été produits. Il est entendu que l'ensemble de ces études micro-économiques de l'impact de la dévaluation sur la consommation alimentaire des ménages soient poursuivies jusqu'en Mai 1997 pour générer des résultats complets et fiables.

II.B-2.2. Réflexions Stratégiques

Prévus au titre de contributions sollicitées par les grands dossiers prospectifs du CILSS, des documents de synthèse et de questionnement devraient être produits sous l'égide du PRISAS sur trois thèmes relatifs à la transformation de l'agriculture au Sahel. Ces questions concernent explicitement:

- la place et le rôle de l'agriculture dans la transformation de l'économie globale;
- la problématique de la conciliation des programmes d'ajustement structurel avec les préoccupations du développement durable; et
- la problématique des revenus et du financement en milieu rural.

L'option prise dans le programme de travail a été de confier la réalisation des documents de synthèse visés à des consultants choisis pour leur expertise en la matière dans le réseau de chercheurs participant aux efforts concertés du PRISAS. Ces experts ont été identifiés et contactés aux fins de ce travail consultatif pour lequel ils ont donné assurance de leur accord et de leur disponibilité à la Coordination du PRISAS. Les consultants pressentis n'ont toutefois pas été effectivement engagés à travers le PRISAS qui, du reste, n'a pas été impliqué dans l'utilisation des fonds alloués à cette activité. C'est par sa participation au Séminaire Régional "Sahel 21" tenu en Octobre 1996 à Dakar que la coordination du PRISAS a apporté sa contribution directe, notamment dans les travaux de la Commission spéciale du Séminaire sur la transformation de l'agriculture au Sahel.

Il est à signaler qu'un quatrième thème de réflexion sur le "cadre conceptuel d'une intégration socio-économique des problèmes de gestion des ressources naturelles et de

sécurité alimentaire au Sahel” qui devait être une réflexion interne au sein de l’INSAH n’a pas été traité pour des contraintes de temps.

II.B-2.3 Ateliers/séminaires

II.B-2.3.1. Tables-Rondes nationales

Comme prévu au programme de travail, des tables-rondes nationales ont été tenues, en février et mars, au Tchad et au Sénégal, pour présenter et discuter les résultats des études d’impact de la dévaluation sur les prix relatifs et les coûts de production. Ces tables-rondes d’une journée chacune ont permis à la fois d’informer certains décideurs concernés, de recueillir leurs observations et appréciations sur les résultats acquis, et de contribuer ainsi à la visibilité de l’INSAH/CILSS par le marketing de ses produits. La table-ronde prévue au Niger n’a pu se tenir pour les raisons invoquées plus haut; celle du Mali a aussi été supprimée compte-tenu de l’opportunité de présenter les résultats concernés à l’atelier régional prévu à Bamako au cours de la même période.

Des tables-rondes d’une journée chacune ont également été organisées, en Octobre, avec l’appui scientifique, technique et financier du PRISAS au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal et au Tchad pour présenter et débattre des résultats des études d’impact de la dévaluation sur l’investissement, la productivité et la compétitivité des filières agricoles et alimentaires. Des contraintes de calendrier au niveau des chercheurs nationaux ont empêché la tenue de telles tables-rondes en Côte d’Ivoire et au Ghana. Les tables-rondes tenues ont été très utiles non seulement pour une large diffusion des résultats des études auprès d’un large éventail d’acteurs des secteurs public (ministères et services d’encadrement rural des administrations) et privé (agriculteurs, éleveurs, transformateurs de produits agricoles, importateurs d’intrants agricoles, commerçants et exportateurs de produits agricoles.), mais aussi pour une meilleure identification des préoccupations majeures de ces acteurs. Ces préoccupations (contraintes institutionnelles, financières et de politiques) feront l’objet de formulation de questions prioritaires d’études économiques à avenir sur les politiques et stratégies de revenus et de sécurité alimentaire.

II.B-2.3.2. Ateliers Régionaux de Concertation et de Programmation

Le premier atelier régional de concertation prévu pour lancer les études concertées de l’impact de la dévaluation du franc CFA sur l’investissement, la productivité et la compétitivité des filières agricoles et alimentaires s’est tenu à Bamako les 22-25 avril.

Cet atelier a réuni une quarantaine d’économistes et socio-économistes chercheurs de huit pays de la sous-région, dont cinq du CILSS (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Tchad) et trois pays côtiers non-sahéliens (Bénin, Côte d’Ivoire et Ghana).

La rencontre a permis, dans un premier temps, de mener des échanges et discussions des résultats du travail accompli dans les quatre premiers pays (Mali, Niger, Sénégal et Tchad) ayant participé aux études concertées du PRISAS sur l’impact de la dévaluation sur les prix et les coûts de production. L’atelier a aussi et surtout permis d’instaurer une concertation

conceptuelle autour du cadre méthodologique proposé par la coordination du PRISAS pour les études de l'impact de la dévaluation sur l'investissement, la productivité et la compétitivité au niveau des filières. Ce travail conceptuel a abouti à l'adoption d'une méthodologie et d'une approche opérationnelle communes qui permettent d'assurer une lisibilité régionale accrue des résultats des études nationales pour les filières agricoles et alimentaires sélectionnées.

Un deuxième atelier régional, initialement prévu pour Ouagadougou, s'est tenu les 11-15 Novembre 1996 à Bamako, compte-tenu des contraintes organisationnelles qu'impliquerait le rapprochement de la période retenue des dates du Séminaire Régional "Sahel 21" qui a mobilisé toutes les ressources en cadres du Secrétariat Technique du CILSS. L'atelier régional des 11-15 Novembre s'est focalisé sur:

- la discussion et la validation des synthèses sous-régionales, produites par la coordination du PRISAS, des résultats des études de l'impact de la dévaluation du franc CFA sur les prix, la consommation alimentaire, et la dynamique (structure, fonctionnement, opportunités et contraintes) des filières agricoles et alimentaires;
- l'examen des lacunes des études filières déjà réalisées par rapport aux préoccupations soulevées par les acteurs des secteurs public et privés de ces filières; et
- l'élaboration méthodologique et technique de la suite de ces études pour un examen approfondi de l'impact de la dévaluation du franc CFA sur les investissements, la productivité et la compétitivité au niveau des filières agricoles et alimentaires au Sahel dans le cadre global de l'Afrique de l'Ouest.

II.B-2.4 Productions scientifiques et techniques

II.B-2.4.1. Impact Macroscopique des Politiques sur l'Economie et l'Agriculture

Sacko, Bafotigui (1996). ■■■ Utilisation d'indicateurs de suivi des performances des programmes macro économiques. ■■■ PRISAS.

Abdelawahib, M. Yacoub et Mahamat Foye (1996). ■■■ Impact macro économique des réformes de politiques au Tchad. ■■■ MDR/DCPA/DPPASA/PRISAS.

Amadou Fall Diouf (1996). ■■■ Impact des réformes macro-économiques sur le secteur agricole au Sénégal. ■■■ ISRA/PASE/PRISAS.

Diallo, Mohamed (1996). ■■■ Impact macro économique des réformes de politiques au Mali. ■■■ PRISAS.

Sissoko, Naminata Dembélé (1996). ■■■ Impact des réformes de politiques sur la filière fruits et légumes au Mali. ■■■ IER/ECOFIL/PRISAS.

Traoré, Moctar et Abdrhamane Dicko (1996). ■■■ Impact des réformes de politiques sur les filières arachide et niébe au Mali. ■■■ IER/ECOFIL/PRISAS.

Diakité, Lamissa (1996). ■■■ Impact des réformes de politiques sur la filière coton au Mali. ■■■ IER/ECOFIL / PRISAS.

II.B-2.4.2. Impact de la Dévaluation sur les Prix et les Coûts de Production

Fauba, Padacke; Abdelawahib M. Yacoub; Djimasse NGaradoum; NGonaYadjine et Ahmed Blane (1996). ■■■ Impact de la dévaluation sur la sécurité alimentaire au Tchad: Evolution des Prix des céréales sèches, du riz et du coton. ■■■ DCPA/DPPASA/PRISAS.

Fauba, Padacke; Abdelawahib M. Yacoub; Djimasse NGaradoum; NGonaYadjine et Ahmed Blane (1996). ■■■ Impact de la dévaluation sur la sécurité alimentaire au Tchad: Evolution des Coûts de Production des céréales sèches, du riz et du coton. ■■■ DCPA/DPPASA/PRISAS.

Diouf, Amadou Fall (1996). ■■■ Produits d'exportation ratios prix ■■■ (au Sénégal). ISRA/PASE/PRISAS.

Yankhoba, Jacques Badji et Pierre NDiaye (1996). ■■■ Indice des prix à la consommation ■■■ (au Sénégal). ISRA/PASE/PRISAS

Moustapha, Kébé et Moustapha Dème (1996). ■■■ Filière pêche artisanale maritime, rentabilité ■■■ (au Sénégal). ISRA/PASE/PRISAS.

Cissé, Moussa (1996). ■■■ Prix des céréales sèches ■■■ (au Sénégal). ISRA/PASE/PRISAS.

Fall, Abdoulaye Amadou (1996) . ■■■ Filière riz dans la vallée du fleuve du Sénégal, coût de production. ■■■ ISRA/PASE/PRISAS.

Diagana, Bocar; Matar Gaye et Valerie Kelly (1996). ■■■ Filières céréales sèches et arachide dans le bassin arachidier, production et intensification agricole ■■■ (au Sénégal). ISRA/PASE/PRISAS.

Kébé, Moustapha (1996). ■■■ Note introductive- contenu - cadre méthodologique ■■■ (Sénégal). ISRA/PASE/PRISAS.

Diagana, Bocar; Valerie Kelly et A. Abdoulaye Fall (1996). ■■■ Dévaluation du franc C.F.A. et décisions de production agricole ■■■ (au Sénégal). ISRA/MSU/PRISAS.

Sanogo Ousmane (1996). ■■■ Recherche filière et utilisation de la matrice de planification. ■■■ IER/ECOFIL/PRISAS.

Mariko, Dramane; Ousmane Sanogo et Anne Chohin (1996). ■■■ Coût de production du riz paddy et revenus des producteurs deux ans après la dévaluation. ■■■ IER/ECOFIL/PRISAS.

II.B-2.4.3. Impact de la Dévaluation sur les Opportunités et Contraintes des Filières Agricoles et Alimentaires

Filières Bétail/Viande

Ndione, Cheikh Mbacké (1996). "Étude d'impact de la dévaluation sur la compétitivité, l'investissement et la durabilité de la filière bétail/viande au Sénégal." IRSA/PASE/PRISAS.

Koné, Siaka. Youssouf Koné; Ousmane Sanogo et Bakary Kanté (1996). "Effets de la dévaluation du Franc CFA sur la filière bétail/viande au Mali." Ecofil/IER/PRISAS.

Kaboré, O. Felix Zoungara, T.; Pierre et Kaboré T. Samuel (1996). "Analyse de la filière animale au Burkina Faso." CEDRES/PRISAS.

Berté, Kama et Daniel Zongo (1996). "Impact de la dévaluation sur la filière bétail/viande en Cote d'Ivoire." ENSA/PRISAS.

Fosu, K. Yerfi; V.Owusu-Asante; I. Egyir and M, Kof Ocran (1996). "Domestic exchange rate policy, the recent CFA dévaluation and the beef catleya sub-sector in Ghana." Dept. of Agricultural Economics, University of Ghana, Legon/ PRISAS.

Filières Coton et Arachide

Fall, Lena. Ndiaye et Pape Touty Sow (1996). "Impact de la dévaluation du F.CFA sur la filière coton du Sénégal." Unité de Politique Agricole(UPA)/Sodéfitex/PRISAS.

Abdelwahid, M. Yacoub; Ngona Georges et Mahamat Foye (1996). "Impact de la dévaluation sur la filière coton au Tchad." DCPA/DPPASA/PRISAS.

Lamissa, Diakité; Demba Kébé et Hamady Djouwara (1996). "Impact de la dévaluation du F.CFA sur le comportement des producteurs de coton de la zone CMDT de Sikasso et de Koutiala." Ecofil/IER/PRISAS.

SENE, Astou et Amadou Fall Diouf (1996). "Impact de la dévaluation du F.CFA sur les revenus et la sécurité alimentaire au Sénégal / filière arachide." ISRA/UPA/PRISAS.

Filières Produits Maraîchers

Badji, Youssouf (1996). "L'Impact de la dévaluation sur la filière oignon et sur les revenus." UPA-Sénégal/PRISAS.

Soulé, Midingoyi; Ahoyo Adjovi Nestor; Gbéboutin Epiphane et Hodonou, Henriette (1996).

“ Etude de la filière Tomate au Bénin.” INRAB/PRISAS.

Abdelwahid, M. Yacoub; Ngona Georges et Mahamat Foye (1996). “La dévaluation du F.CFA, Opportunités et Contraintes de la filière oignon et ail au Tchad.” DCPA/DPPASA/PRISAS.

Kergna, A. et I.Koné (1996). “ Impact de la dévaluation du F.CFA sur la compétitivité de la filière pomme de terre au Mali.” Ecofil/IER/PRISAS

Laraba, Illy (1996). “Analyse de l’effet de la dévaluation sur la filière du Haricot vert au Burkina Faso.” INERA / PRISAS.

Filière Manioc

AL-Hassan; G.T.M. Kwadzo et D.P.K.Amegashie (1996). “ Effects of Changing Relativities of the CEDI and the CFA FRANC on the performance of the cassava subsector in Ghana.” University of Ghana, Legon/ PRISAS.

Biaou, Bauthier; Adam Ahanchede et Felix C.Biaou (1996). “La filière Manioc au Bénin: deux ans après la dévaluation.” Faculté des Sciences Agronomiques, Université Nationale du Bénin/PRISAS.

Kouakou, N’Goran et Komena Kouadiou Boniface (1996). “ Impact de la dévaluation sur les filières agricoles et alimentaires: le cas de la filière manioc /attiéké en Cote d’Ivoire.” CIRES/PRISAS.

Point d’Etudes sur la Filière Riz

Camara Aissata (1996). “ La filière riz en Cote d’Ivoire: étude récapitulative.” CIRES/PRISAS.

Synthèses Nationales

Tefft, James (1996). ■■■ Commenter profiter de l’aubaine cotonnière? ■■■ Bulletin d’information - Politique d’Actualité. PRISAS

Mariko, Dramane; James Tefft et Bakary Coulibaly (1996). ■■■ Crédit et productivité du riz dans Recherche filière et utilisation de la matrice de planification. ■■■ Bulletin d’information - Politique d’Actualité. PRISAS/ECOFIL

Diagana, Bocar; Valerie Kelly et Moustapha Kébé (1996). “ L’offre agricole suite à la dévaluation: pourquoi une réponse si faible au Sénégal?” ISRA/PASE/PRISAS.

Kelly, Valerie et Bocar Diagana (1996). “Gender differentiated response to the CFA FRANC devaluation by farmers in the Senegalese peanut basin.” ISRA/PASE/PRISAS.

Diagana, Bocar et Valerie Kelly (1996). "La dévaluation du FRANC CFA : Quelles perspectives pour une intensification de la production agricole dans le bassin arachidier au Sénégal?" Staff Paper Number 9f, Dept. Of Agricultural Economics, Michigan State University/PRISAS.

Boughton, Duncan; John M. Staatz and Michael, T. Weber (1996). "USAID contributes to Building national capacity to strengthen food security: an example from Mali." Staff Paper Number 11, Dept. Of Agricultural Economics, Michigan State University/PRISAS.

Boughton, Duncan and Buno Henry de Frahan (1996). "How non-research investments affect research impact: the case of maize technology adoption in southern Mali." Staff Paper Number 25, Dept. Of Agricultural Economics, Michigan State University/PRISAS.

II.B-2.4.4. Synthèses Sous-Régionales

Dioné, Josué (1996). "Contraintes à l'investissement pour la productivité et la compétitivité des systèmes agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest: Questions trans-filières et trans-nationales. PRISAS.

Tefft, James, Mbaye Yade et Anne Chohin (1996). "Evolution des prix relatifs et effets sur les revenus et la sécurité alimentaire suite à la dévaluation du Franc CFA: Synthèse." PRISAS.

Kelly, Valerie et Anne Chohin (1996). " L'évolution des filières horticoles en Afrique de l'Ouest après la dévaluation du F.CFA." PRISAS.

Yade, Mbaye; Bakary Kanté et John Staatz (1996). " L'évolution de la filière bétail/viande en Afrique de l'Ouest après la dévaluation du F.CFA." PRISAS.

Tefft, James et Jean-Charles Le Vallée (1996). "L'évolution des filières coton/arachide en Afrique de l'Ouest après la dévaluation du F.CFA." PRISAS.

II.B-3. COMMENTAIRES

Au titre des facteurs favorables à l'accroissement de ses performances, le PRISAS a enregistré le renforcement de son personnel-cadre de coordination par l'arrivée de:

- Mlle Anne CHOCHIN (économiste agricole de nationalité française), assistante technique mise à la disposition de l'INSAH par la Coopération française en janvier 1996; et
- Dr. Mbaye YADE (économiste agricole de nationalité sénégalaise), ancien coordinateur du PAROC/CILSS, à titre d'assistant technique mis à la disposition de l'INSAH par Michigan State University sur financement USAID en mars 1996.

Il est à noter également l'évaluation externe à mi-parcours du PRISAS qui s'est déroulée en fin d'année.

Du côté des facteurs contraignant l'exécution du programme de travail sur ce premier semestre écoulé, il convient de citer:

- de légers retards dans la mobilisation des fonds de bourses de recherche, dûs aux transactions parfois longues d'approbation et d'exécution du transfert des fonds du compte-devises (USA) aux comptes des monnaies locales des pays participant aux études concertées du PRISAS;
- quelques difficultés de mobilisation des économistes-chercheurs des SNRA qui sont souvent sur-sollicités par de multiples initiatives convergeant sur les mêmes personnes;
- les suspensions imprévisibles d'autorisations d'appui par les donateurs (cas du Niger depuis février 1996 qui s'ajoute à celui de la Gambie depuis la mi-1994);
- des problèmes de collaboration inter-institutionnelle au niveau de la plupart des SNRA dont les différentes institutions manifestent encore d'énormes difficultés à fonctionner en composantes complémentaires de vrais systèmes.

III. Projet d'appui aux activités de recherche pour une agriculture durable : PARA

L'objectif du projet PARA est d'appuyer les SNRA en vue d'accélérer la génération des technologies appropriées, adaptées aux conditions socio-économiques du sahel et qui préservent le potentiel productif des écosystèmes.

III.A- Composante Gestion des réseaux et Pôles de recherche

III.A-1. ACTIVITÉS PRÉVUES

La composante " Gestion des réseaux et Pôles de recherche " a prévu pour l'année 1996 de s'investir dans deux principaux domaines d'intervention qui sont:

- la consolidation des activités en cours ;
- la finalisation des dossiers de certaines activités du plan triennal.

Compte tenu de la spécificité de cette composante, d'autres activités d'importance inter-institutionnelle ont été prévues pour assurer la synergie entre la stratégie d'intervention de l'INSAH et celle développée par les autres partenaires régionaux et internationaux. C'est ainsi que la participation du projet PARA aux activités de la CORAF, de l'ICRISAT... était programmée.

III.A-2. ETAT D'EXÉCUTION

III.A-2.1. Appui aux Etats

III.A-2.1.1. Consolidation des activités en cours

Les activités en cours regroupent la mise en oeuvre des pôles de recherche prévus dans le cadre de l'initiative INSAH/SPAAR et le suivi et la gestion des réseaux coordonnés par l'INSAH ou ceux travaillant en partenariat avec lui.

Mise en oeuvre des pôles de recherche

La mise en oeuvre des pôles de recherche a rencontré des difficultés d'appropriation du concept même du pôle de recherche. Ce constat a amené l'INSAH à le revoir en rapport avec les Directeurs généraux des SNRA en janvier 1996 lors d'une réunion de concertation.

A l'issue de celle-ci, les responsabilités de cette incompréhension de la notion de pôle ont été partagées entre l'INSAH et les Responsables des SNRA:

De l'INSAH:

La lenteur dans la mise en oeuvre des recommandations des différentes concertations ayant abouti à la définition du Cadre d'Action INSAH/SPAAR et la participation insuffisante à d'autres initiatives similaires ou concurrentes développées pendant la même période.

Des responsables des SNRA :

Un déficit de partage de l'information détenue par les premiers responsables des SNRA avec les chercheurs à la base et le non respect des engagements pris sur le plan régional.

Il a été décidé de repréciser la notion de pôle de recherche et les responsabilités à partager entre l'INSAH et les Systèmes nationaux éligibles à la coordination des activités des pôles de recherche.

Sur cette base consensuelle, la réunion a recommandé la relance du processus de programmation des activités du pôle " Gestion des ressources naturelles " dont la localisation est prévue à l'INERA (Burkina Faso).

Avec l'appui du SPAAR, le CNRST en concertation avec l'INSAH a effectué une mission circulaire (Août-septembre 1995) de recueil d'informations nécessaires à la constitution d'un document de travail de l'atelier de programmation des activités du pôle GRN. Cette mission qui s'est déroulée dans les sites majeurs des SNRA des pays membres du CILSS (Burkina Faso, Sénégal, Mali et Niger) a permis de dégager des orientations de recherche dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de dresser l'état des lieux des capacités institutionnelles des systèmes au niveau régional. Ces orientations sont les suivantes :

Orientation 1: **Conservation des eaux et des sols**, structure d'animation scientifique, INERA (Burkina Faso).

Orientation 2: **Agroclimatologie**, structure d'animation scientifique, IER (Mali).

Orientation 3: **Synthèses symbiotiques et fixation biologique de l'azote**, structure d'animation scientifique, ISRA (Sénégal).

Orientation 4: **Gestion des sols et de l'environnement des systèmes irrigués**, structure d'animation scientifique, INRAN (Niger).

D'autres réflexions initiées ou animées (DMI, InterCRSP, atelier GRN de Bamako) par l'INSAH ont enrichi ces orientations proposées par cette mission.

Le pôle GRN prend désormais une consistance et sera structuré en 1997 lors de l'atelier de programmation de ses activités.

Le pôle " Pathologie et productivités des petits ruminants " dont le dossier a été finalisé depuis mai 1995, attend toujours son financement pour démarrer ses activités.

L'Institut du Sahel est impliqué dans les activités des réseaux opérant dans la sous-région en vue d'assurer une synergie de leurs interventions au profit des SNRA sahéliens. A ce titre, le coordonnateur du projet PARA siège au Comité Directeur du Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche sur le Mil (ROCAFREMI). La session ordinaire de ce comité directeur s'est déroulée du 19 au 24 février 1996 à Niamey. Les principaux renseignements à tirer de cette réunion sont que la présence de l'INSAH a permis:

- d'éviter de mettre en place un projet régional de recherche sur le Striga car il en existe déjà au niveau de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur cette plante parasite, et que l'ensemble des pays membres de ROCAFREMI sont membres de ce réseau ;
- La firme industrielle NESTLE Afrique de l'Ouest a été invitée à cette réunion. Elle compte supporter le réseau dans le nouveau projet " Développement des technologies alimentaires " en intégrant le mil dans la fabrication de certains aliments sortis de ses usines. L'INSAH a informé la réunion qu'il existe au niveau du CILSS le Projet PROCELOS qui dispose des atouts techniques qui pourraient être exploités par cette initiative. Ce message a porté ses fruits car, un responsable du PROCELOS a été invité à l'atelier organisé sur ce sujet à Abidjan en juillet 1996 ;
- Les SNRA présents à cette réunion ont unanimement estimé que la présence de l'INSAH à des réunions stratégiques de ce genre garantit une certaine transparence des relations qu'entretiennent les CIRA avec eux. Une recommandation spécifique a été adressée à l'INSAH pour l'effectivité de sa présence aux réunions de ce comité directeur et à d'autres forums d'intérêt régional.

Consolidation et valorisation du CERAAS

Les relations entre les institutions de recherche agricole et les établissements d'enseignement supérieur n'étaient pas très fonctionnelles et parfois engendraient même des conflits d'intérêt entre les deux secteurs. Ce débat qui alimente souvent l'évolution de l'environnement de la recherche est en phase de trouver des pistes de solutions à travers l'initiative prise par les institutions sénégalaises pour s'investir dans la création d'un système de recherche agro-alimentaire qui regrouperait l'ensemble des acteurs au sein d'un système unique.

Cette fédération des forces de la recherche trouve ses prémices dans le protocole d'accord signé entre l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture de Thiès (ENSA/T) et l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA) pour valoriser le potentiel de compétences développées dans le cadre du CERAAS. Ce protocole d'accord définit les responsabilités dévolues à chaque partie impliquée. Il est prévu de former des chercheurs à partir du triangle ISRA-ENSAT-UCAD en s'appuyant sur le dispositif et le pôle de compétences du CERAAS sur le thème: physiologie et mécanisme d'adaptation à la sécheresse des plantes.

Cette formation comporte une phase ciblée sur l'obtention d'un certificat de spécialisation dans ce domaine. L'encadrement de ce module sera assuré par l'ENSAT et le

CERAAS/ISRA à Thiès. Une deuxième phase se déroulera à l'UCAD et conduira à un DEA de physiologie végétale, option " mécanismes physiologiques d'adaptation à la sécheresse ". Le contenu de la formation est actuellement en cours de discussion entre les trois partenaires.

Pour matérialiser cette liaison triangulaire, la construction du laboratoire du CERAAS initialement prévue au CNRA de Bambey est maintenant transférée à l'ENSA de Thiès. Les travaux de construction de ce laboratoire financé par l'Union Européenne ont démarré en fin septembre 1996. La cérémonie de pose de la première pierre conjointement présidée par les Ministres d'Etat, Ministre de l'Agriculture, de la Recherche scientifique et de la technologie et de l'Education Nationale du Sénégal a eu lieu le 16 novembre 1996 à Thiès.

Par ailleurs, la DRTA (Tchad) a manifesté le besoin de former ses chercheurs dans le domaine scientifique couvert par le CERAAS. Plusieurs demandes de séjours scientifiques et de formation ont été adressées à cette structure, mais elles souffrent de manque de précision dans leur formulation.

Les responsables du CERAAS en rapport avec la coordination du réseau R3S ont donc décidé d'apporter des informations plus claires et biens ciblées sur les possibilités offertes par le CERAAS. Cette mission d'information effectuée en fin septembre 1996 à la DRTA s'est étendue aux autres structures de recherche telles la Faculté des Sciences Appliquées de l'Université du Tchad, le CIRAD-CA (Station de Bébedja).

A l'issue de cette mission d'information, des fiches de besoins plus ciblées sur les thèmes développés par le CERAAS ont été retenues et sont actuellement en examen en vue d'organiser les prochains séjours des chercheurs Tchadiens.

III.A-2.1.2. Finalisation des dossiers de certaines activités du plan triennal

Ce volet concerne les actions initiées avant la mise en place du plan triennal mais qui n'ont pas été finalisées faute de financement ou en fin d'exécution de leur première phase. Il s'agit essentiellement du projet "Transformation des relations agriculture-élevage au Sahel" et de la valorisation des résultats des projets PF1 et PF2 du réseau R3S.

Financement du projet " Transformation des relations agriculture-élevage au Sahel "

En réponse à une réaction positive du CRDI, la coordination du réseau R3S a reformulé le projet en concertation avec l'INERA et l'a transmis en fin octobre 1996 à la Direction régionale du CRDI à Dakar. En début novembre, un nouveau contact a été établi avec cet organisme pour recueillir sa deuxième réaction. Le dossier est en cours d'examen par le comité d'experts pour avis définitif.

Valorisation des acquis de PF1 et PF2

Cette activité fait suite aux travaux de recherche entrepris par les projets fédérateurs (PF):
" Diagnostic des risques de sécheresse en zone soudano-sahélienne " PF1 et
" Amélioration de l'alimentation hydrique par les techniques culturales en zone soudano-sahélienne " PF2 qui ont produit des acquis prévalgarisables.

L'assemblée générale du réseau R3S a recommandé en février 1995 de mettre en place une unité régionale de valorisation de ces acquis. L'atelier de programmation des activités de cette unité s'est tenu en fin novembre 1996.

III.A-2.2. Ateliers/Séminaires

III.A-2.2.1. Séminaire final de synthèse RCS-Sahel

Le Projet de renforcement des capacités scientifiques des pays membres du CILSS (RCS-Sahel) a terminé ses deux premières phases d'exécution en juin 1996. Avant cette échéance, les participants au projet ont demandé la tenue d'un séminaire de synthèse qui servirait de cadre d'évaluation interne des acquis capitalisés pendant les six années d'existence de cette activité. Ce séminaire s'est tenu à Nouakchott du 20 au 25 avril 1996 et a regroupé les 9 pays membres du CILSS autour de trois axes: 1) bilans nationaux, 2) bilan appuis scientifiques, et 3) bilan publications et diffusion des acquis.

Bilans nationaux

Deux zones agro-écologiques ont été choisies comme sites d'expérimentation et d'étude par les cinq institutions tête de fil: IRBET/Burkina, IER/Mali, CNERV/Mauritanie, Université de Niamey/Niger et ISRA/Sénégal. Les bilans sur ces sites ont mis en évidence:

- une meilleure connaissance des agro-systèmes caractérisant ces zones;
- la nécessité de disposer de données sur un long cycle d'observations pour mieux comprendre le comportement des espèces végétales sahéliennes;
- une meilleure compréhension de la dynamique des systèmes de culture (jachères);
- une meilleure gestion des écosystèmes pastoraux ;
- la mise en évidence de l'importance et du rôle des ligneux;
- un meilleur suivi des systèmes de culture et des systèmes de production et de leur utilisation par rapport aux évolutions agro-écologiques.

Bilan d'appuis scientifiques

Le projet a apporté des appuis scientifiques aux pays qui n'ont pas eu l'opportunité de mener des activités de recherche de terrain pendant son existence (Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau et Tchad). Ces appuis ont donné des satisfactions dans les domaines suivants:

- échanges d'expériences et connaissances scientifiques;
- formation de jeunes chercheurs et techniciens ; et
- promotion de la planification et meilleure orientation des actions de recherche dans le domaine agro-sylvo-pastoral.

Le projet lors de ses deux phases d'exécution a mis un accent particulier sur la valorisation des résultats de ses activités. Cette valorisation s'est faite à travers:

- la publication de synthèses des acquis prenant en compte l'approche interdisciplinaire et interinstitutionnelle;
- la publication des actes de séminaires sur les recherches socio-économiques dans les systèmes agro-sylvo-pastoraux ;
- la publication des résultats de recherche sur l'agroforesterie fondée sur l'approche systémique.

Le RCS-Sahel a, enfin joué un rôle important dans la constitution d'une masse critique de chercheurs dans le domaine agro-sylvo-pastoral et a contribué à la création d'une plus grande synergie et d'un effet multiplicateur dans ce domaine.

Le séminaire a recommandé des orientations devant permettre de pérenniser les acquis:

- au niveau national: maintenir la dynamique enclenchée par le RCS-Sahel à travers de nouveaux projets et de nouvelles initiatives afin de valoriser les acquis;
- au niveau régional: l'institut du Sahel doit veiller à l'intégration des activités du RCS-Sahel dans les nouvelles initiatives et dans les programmations nationales et régionales en cours.

Il également demandé à l'UNESCO de poursuivre la prospection des possibilités de financement en liaison avec les différents mécanismes internationaux (convention sur la désertification, observatoire du Sahara et du Sahel, DMI...).

Enfin, une équipe de chercheurs sahéliens désignée par le séminaire de synthèse a rédigé un document sur la " Synthèse des résultats du RCS-Sahel " en octobre 1996. L'édition de ce document est en cours.

III.A-2.3 Coordination

III.A-2.3.1. Supervision des activités du CERAAS

Le chef du projet PARA a séjourné de juillet à fin septembre 1996 à Bambey pour superviser les activités du CERAAS en l'absence du responsable en congé. Cette supervision avait pour but d'appuyer le CERAAS pendant cette période d'intenses activités. Ce séjour du chef du projet PARA a permis d'apporter un appui dans:

- la conduite des procédures de dépouillement du marché de construction du laboratoire;
- la gestion administrative et financière;
- le suivi et la coordination de la campagne agricole 1996-1997 ; et
- la finalisation du protocole d'établissement des relations entre l'ISRA, l'ENSA de Thiès et l'UCAD (protocole signé maintenant).

III.A- 2.3.2. Participation au forum de la recherche scientifique annuel du CNRST Burkina Faso

Le chef de projet PARA a participé au deuxième forum de la recherche scientifique du Burkina Faso. Cette participation a permis de s'informer de la réorganisation de la recherche au Burkina Faso. Cette réorganisation vise la mise en place d'un véritable système de recherche agricole associant tous les acteurs nationaux en vue de contribuer de manière efficace et positive au développement socio-économique du pays.

III.A- 2.3.3. Participation à la réunion plénière annuelle de la CORAF

La neuvième session plénière de la CORAF s'est tenue à Brazzaville du 18 au 25 mars 1996. Elle a été marquée par " L'africanisation intégrale " de cette organisation dont l'image de marque était souvent controversée par la présence de certains partenaires des institutions avancées de recherche du Nord. Les textes de réorganisation de la CORAF ont été adoptés par cette plénière:

- création d'un conseil scientifique;
- création d'un club de bailleurs de fonds, et
- mise en place d'un forum de partenaires scientifiques.

III.B - Composante protection intégrée des végétaux

III.B-1. ACTIVITES PREVUES

Les activités suivantes étaient prévues pour l'exercice 1996:

- Homologation des pesticides ;
- Élaboration des bilans diagnostics et plans d'action en lutte intégrée (Études PRORES Programme Majeur Politique en Sécurité Alimentaire - Secrétariat Exécutif) ;
- Coordination conjointe de LUBILOSA avec l'IITA (Cotonou) ;
- Publications en lutte intégrée;
- Participation aux réunions régionales ou internationales en protection des végétaux.

III.B-2 ETAT D'EXÉCUTION

III.B-2.1. appui aux états

III.B-2.1.1. Mise en oeuvre de l'homologation commune des pesticides

Conformément à la réglementation sur l'homologation des pesticides communes aux États membres du CILSS, deux réunions du Comité Sahélien des Pesticides (CSP) étaient prévues. Compte tenu des difficultés financières, une seule réunion a été organisée du 30 septembre au 4 octobre 1996. Cette réunion a d'abord procédé à la vérification de l'enregistrement des demandes d'homologation et ensuite a procédé à la vérification des éléments constitutifs des dossiers. De cette dernière vérification, quarante quatre (44) demandes ont été retenues pour une évaluation qualitative, dont trente deux (32) ont été rejetées pour non conformité avec le dossier de demande d'homologation des pesticides au Sahel. Parmi ces quarante quatre demandes figuraient :

- six (6) nouveaux dossiers ;
- vingt sept (27) dossiers pour lesquels il a été demandé des compléments d'informations ;
- onze (11) dossiers ayant reçu une Autorisation Provisoire de Vente (APV) et soumis pour l'homologation.

Les résultats de l'examen des dossiers et de la délibération ont été les suivants :

- dossiers nouveaux : Maintien en étude et demander les informations manquantes au dossier.
- compléments de dossiers :
 - * sept (7) Autorisations Provisaires de Ventes ont été décidées;
 - * Pour les autres, des compléments d'informations non fournis ont été recensés.
- les onze (11) dossiers ayant reçu une APV ont été maintenus en APV en attendant les résultats d'une étude sur l'effet de ces produits formulés sur l'environnement sahélien conformément à la partie D du dossier d'homologation des pesticides au Sahel.

Les résultats de la délibération ont été transmis aux firmes agropharmaceutiques concernées.

III.B-2.1.2. Destruction des stocks de pesticides périmés

En collaboration avec la F.A.O. un projet de destruction hors du Sahel des pesticides périmés a été élaboré et soumis à l'Union Européenne pour financement. Le projet couvre le Cap Vert, la Gambie, la Mauritanie et le Sénégal. Au cours de l'exécution dudit projet, il est prévu des visites sur le terrain au Burkina Faso, au Mali et au Niger pour évaluer les besoins et élaborer la deuxième phase du projet. La Guinée Bissau n'a pas déclaré de pesticides périmés. Au Tchad, les stocks de dieldrine ont été détruits pendant la guerre.

III.B-2.2. Appui au programme majeur politique sécurité alimentaire

La Coordonnatrice de la Composante Protection Intégrée des Végétaux (UCTR/P.V.), consultante du Projet PRORES a participé à sept (7) ateliers nationaux de validation technique des études de ce projet. Il s'agit des ateliers du Burkina Faso, de la Gambie, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Tchad. Au cours de ces ateliers, les rapports des consultants nationaux ont été examinés et amendés. Les documents finaux devraient être remis au cours de la deuxième quinzaine de novembre 1996.

Elle a également apporté un appui aux consultants nationaux en lutte intégrée du Cap Vert et de la Guinée Bissau pour l'élaboration de leurs documents nationaux en lutte intégrée. Les ateliers nationaux dans ces deux pays sont prévus en 1997.

Il est prévu avant la fin de l'année 1996 de rédiger une première synthèse régionale à partir des documents nationaux.

III.B- 2.3 Publications

Les publications de la composante protection intégrée des végétaux sont les suivantes:

- Bulletin "SAHEL IPM"

Cinq (5) numéros ont été élaborés dont trois (3) publiés.. Le sixième sera élaboré en décembre 1996.

- Revue scientifique "NUISIBLES - PESTS - PRAGAS"

Les numéros 1 et 2 du volume 4 ont été élaborés et seront publiés avant la fin de l'année 1996.

- Brochure de vulgarisation (Collection Recherche et Développement)

La brochure sur les oiseaux granivores a été finalisée et son coût évalué. Une requête de financement adressée au CTA a été acceptée.

- Manuels destinés aux agriculteurs

La version haoussa du livre intitulé "Apprenons à protéger nos champs et nos récoltes" a été finalisée et remise aux Éditions John Libley pour impression.

III.B-2.4. Coordination

III.B-2.4.1. Projet de lutte biologique contre les locustes et sauteriaux du sahel (lubilosa)

En juin 1996, une réunion de programmation des activités pour la campagne 1996 s'est tenue à l'IITA (Cotonou) avec les pays concernés, Bénin, Ghana, Mali, Niger, Sénégal et Tchad. Conformément aux décisions de cette réunion, des essais (traitements avec des spores de *Metharizium flavoridiae*) ont été mis en place dans chacun de ces pays.

III.B-2.4.2. Participation aux réunions régionales et internationales

L'UCTR/PV a participé aux rencontres scientifiques suivantes :

- Assemblée Générale du Conseil Phytosanitaire Interafricain - OUA mars 1996 - Île Maurice.
- atelier sur la lutte intégrée - Banque/Fondation Islamiques, avril 1996 - Bamako.
- atelier du Projet de Protection Écologiquement Durable du Niébé, mai 1996 - Cotonou.
- atelier sur la surveillance acridienne, Montpellier mai 1996.
- atelier sur le Fipronil (acridicide), Niamey juillet 1996.
- atelier sur l'ICP (Information et consentement Préalable - Pesticides), Accra - juillet 1996.
- atelier du Réseau Africain de Lutte contre le *Striga* (PASCON), Bamako - octobre 1996.

III-C. COMMENTAIRES

La deuxième année d'exécution du plan triennal du CILSS a été marquée par des insuffisances par rapport à la vision originale adoptée par les instances statutaires.

En effet, le Projet PARA a été conçu pour donner des orientations, des appuis et l'impulsion nécessaires aux systèmes nationaux. C'est un domaine d'intervention directe et immédiat qui a été confié au Programme Majeur Recherches Agro-socio-économiques.

Dans la mise en oeuvre actuelle de ce mandat assigné à l'INSAH à travers le programme majeur, les moyens mis à la disposition de ce projet sont insuffisants. Une attention particulière doit être accordée à cette situation qui menace l'existence même du projet PARA.

IV. Programme Sahélien en Education Environnementale: PSEE

L'objectif du PSEE est de mettre au point, tester et diffuser des outils méthodologiques d'éducation et de communication environnementales en vue de garantir la pérennité de l'éducation environnementale au Sahel.

IV.1. ACTIVITES PREVUES

Le PSEE regroupe le PFIE phase2, le PSE2 et le PREES. Dans son programme de travail de l'INSAH 1996, il est inscrit les activités ci-après:

- Etude comparative en éducation environnementale (étude du Programme Régional de Recherche en Education Environnementale au Sahel, PREES) ;
- Développement des outils et méthodologies pour la mise en œuvre de l'éducation environnementale au Sahel (PFIE) ;
- Banques de données ;
- Ateliers/séminaires régionaux.

IV.2. ETATS D'EXECUTION

IV.2.1 Etudes/Analyses

IV.2.1.1. Etude comparative en éducation environnementale

L'étude n'a pas encore démarré. Des petits problèmes de mise en place du financement et une option différente (attente du séminaire de lancement pour la définition des méthodologies et des thèmes de recherche) n'ont pas permis le démarrage de l'étude, conformément à la programmation. A ce jour, le financement est en place et le séminaire de lancement du PREES a été fait.

IV.2.2 Appui aux Etats

IV.2.2.1. Développement des outils et méthodologies

Un atelier régional regroupant les directeurs des instituts pédagogiques nationaux (IPN) a été organisé au Burkina. Ces derniers ont adopté les grandes orientations pour l'élaboration des différents outils de la phase 2 du PFIE. Ils ont recommandé la rédaction par les IPN du cahier de charges, dont l'élaboration est en cours sur la base d'une consultation impliquant ces IPN.

Par ailleurs, la diffusion des outils produits en première phase se poursuit sur la base de la vente. Mais les versions en français sont presque épuisées. Une recherche de réédition des outils est en cours.

IV.2.2.2. Banque de données

La banque de données totalise 1677 enregistrements dont 1047 saisis sur la base Jigi. Le bulletin Education Environnementale a connu les deux parutions prévues (N0 7 et 8). Le courrier électronique se met progressivement en place (tous les pays sont en voie d'être connectés). En plus, diverses activités ont été réalisées : appui en information et documentation aux volets nationaux, multiplication de la documentation aux différents partenaires et acteurs de l'EE, participation à des émissions et débats (radio Kledu, soroptimist international, cantines pédagogiques au Sahel) sur l'environnement.

IV.2.3. Ateliers/séminaires régionaux

IV.2.3.1. Concertation des directeurs nationaux de l'enseignement du primaire

L'atelier s'est tenu à Nouakchott en Mars 1996. Il a regroupé tous les directeurs des pays qui ont été largement informés sur le contenu technique et institutionnel de la phase 2 du PFIE. Ils ont pris les engagements d'ordre pédagogique et administratif pour une mise en œuvre diligente de la phase2. Ils ont recommandé l'élaboration pour chaque pays d'une stratégie nationale en EE.

IV.2.3.2. Concertation des écoles de formation

Cette concertation devait se tenir à Niamey, mais pour des problèmes politiques, elle a été organisée à Bamako (Mars 1996). Les directeurs nationaux des écoles de formation initiale ont participé à cette concertation. Ces derniers ont adopté un protocole pour expérimenter un module EE dans la formation initiale. Ils ont recommandé une étude pour la prise en compte de l'EE dans l'évaluation certificative des élèves-maîtres.

IV.2.3.3. Concertation des Inspecteurs du primaire

Cette concertation a eu lieu à N'Djaména (Mai 1996). Elle a regroupé des spécialistes de l'évaluation des écoles qui ont adopté un protocole pour expérimenter l'évaluation en EE. Ils ont recommandé une évaluation ex-anté du PFIE 2. Ils ont également retenu de mettre un accent particulier sur l'évaluation du domaine affectif. Précisons qu'une banque d'items et un protocole sont disponibles et seront expérimentés en 96-97.

IV.2.3.4. Finalisation du guide PSE 2

Il s'agissait d'un séminaire de finalisation du guide de formation en EE pour le secondaire. Initialement prévu à Banjul et pour des problèmes politiques, l'atelier s'est tenu à Dakar en septembre 1996. Il a réuni tous les correspondants nationaux du PSE 2 (sauf la Gambie). L'atelier a procédé à une correction exhaustive du guide. Ce travail autorise maintenant d'envisager son édition. Il faut noter que ce projet se termine avec l'édition du guide. Les pays ont souhaité la formulation d'une seconde phase.

IV.2.3.5. Bilan programmation (PFIE)

La réunion technique Bilan-programmation du PFIE a eu lieu au Cap-Vert (juin 1996). Regroupant le Directeur Général de l' INSAH, un représentant de l'Union Européenne, les chefs de projet et la Coordination du PFIE, cette rencontre a fait le bilan du programme de 1996 et la programmation de 1997.

Il faut noter que le devis-programme de 1997 a été approuvé par le comité directeur et que les activités ont démarré en octobre. Pour le personnel, à l'exception du recrutement du documentaliste et du comptable de la coordination régionale (procédure en cours), tous les autres postes ont été pourvus. Le formateur du volet régional a pris service.

IV.2. 3. 6. Sensibilisation des communicateurs

Un atelier a été organisé à Ségou en juillet 1996. Il a regroupé des communicateurs des pays. Ces derniers ont été sensibilisés à l'EE. Ils ont visité des écoles PFIE et ont élaboré un numéro spécial du bulletin du PFIE qui vient de paraître. Ils ont adopté un projet de plan de communication pour le PFIE.

IV.2.3.7. Conférence Ministérielle sur l'éducation environnementale (EE)

La conférence a eu lieu en Septembre à Dakar, précédée d'une réunion des experts en Août. Elle a regroupé tous les ministres de l'éducation et de l'environnement, le Directeur Général de l' INSAH, le Secrétaire Exécutif, l'UE, l'UNESCO et d'autres partenaires. L'ouverture a été présidée par le Premier Ministre du Sénégal, en l'absence au Sénégal du Président de la République. Les travaux ont été conduits par le Ministre coordinateur du CILSS. La conférence a adopté une déclaration dite " Déclaration de Dakar: Génération nouvelle de Gestionnaires de l'environnement ". Cette déclaration traduit les engagements à long terme des Etats vis-à-vis de l'EE.

IV.2.3.8. Lancement du PREES

Le séminaire de lancement du PREES a été fait en octobre 1996 au Sénégal. Des chercheurs ont été réunis. Ils ont retenu les thèmes prioritaires, la méthodologie ainsi que le plan de travail de la première année. Dans le même temps, le comité scientifique s'est réuni. Il a rédigé son cahier de charges. Ce lancement marque le démarrage du PREES.

L'assistante de direction prévue a été recrutée. Elle a pris service à la coordination régionale.

IV.2.4. Coordination

Dans le cadre d'une meilleure coordination avec d'autres activités, il est à noter la participation aux activités régulières de l'INSAH, la participation aux séminaires et colloques hors maison : ECOSA, PLANET'ERE, REMADOC, Foire du livre, Sahel 21 et différents appuis aux volets nationaux, 20^{ème} anniversaire INSAH.

IV.3. COMMENTAIRES

Le programme d'ensemble s'est déroulé sans grande difficulté.

Il faudra cependant revoir l'élaboration du programme de travail en vue d'intégrer les séminaires et ateliers en établissant les objectifs et les résultats. Pour l'INSAH, ces différentes rencontres sont importantes dans le cadre des échanges et de la formation continue ainsi qu'en matière d'appui aux états.

V. Projet Sahélien d'information et de Communication scientifiques et techniques: PROSACOM

L'objectif du PROSACOM est d'assurer la gestion de l'information scientifique et technique par une bonne circulation et communication des informations relatives à la recherche agro-socio-économique.

VI. ACTIVITÉS PRÉVUES

Les activités suivantes étaient prévues pour l'exercice 1996:

- Appui aux programmes internes et externes de recherche ;
- Réactivation de RESADOC ;
- Formation à la communication scientifique ;
- Edition et publication des résultats de la recherche ;
- Ateliers/séminaires.

V.2. ETAT D'EXÉCUTION

V.2.1. Appui aux programmes internes et externes de recherche

V.2.1.1. Appui documentaire aux programmes de recherche/INSAH

Au cours de l'année 1996, le PROSACOM (IST-RESADOC) a fourni les services documentaires suivants aux programmes de recherche INSAH :

- recherche documentaire pour les projets à la demande ;
- bibliographie spécialisée sur la gestion des ressources naturelles pour la composante GRN/PADRES ;
- appui documentaire aux consultants et autres partenaires de l'INSAH (demandes extérieures) ;
- six (6) numéros de notes de lecture ;

- collecte de documents pertinents auprès de certains projets et établissement de listes d'acquisition ;
- mise en place de base de données ARCHIVES INSAH ;
- édition-publication des documents du Programme majeur Recherches Agro-Socio-Economiques ;
- installation et exploitation bases partenaires (SPAAR, IDRIS, AGRIS, ICRAF, TROPAG) ;
- gestion du centre de documentation INSAH (CD-INSAH).

V.2.1.2 Confection de deux répertoires: chercheurs et des projets de recherche

La confection des deux répertoires (chercheurs et projets de recherche), était liée à la définition des nouveaux outils du RESADOC et à la formation des correspondants nationaux sur les outils. Ces activités qui étaient prévues en mai/juin 1996 n'ont pu commencer qu'en novembre à cause de la mise en place tardive du financement concerné.

V.2.2 . Réactivation du RESADOC

V.2.2.1. Concertation avec les pays membres du CILSS

Après la réunion de mars 1996, la coordination régionale a envoyé une correspondance à tous les directeurs des SNRA non seulement pour les remercier d'avoir autorisé la participation de leur documentaliste à la réunion mais également pour leur demander de bien vouloir les aider à asseoir le nouveau RESADOC national sur des bases plus solides. Des informations leur ont été données sur la nouvelle approche de l'INSAH quant à la mission du RESADOC. La coordination régionale avait envisagé d'appuyer cette action par une visite à tous les centres nationaux; mais une mise en place tardive des fonds destinés aux activités du RESADOC n'a pas permis de concrétiser cette activité.

V.2.2.2. Campagne de Communication

Compte tenu des difficultés de trésorerie mentionnées plus haut, la coordination régionale n'a pas pu faire "grand chose". Cependant, devant le blocage que certains anciens correspondants nationaux du RESADOC ont voulu opérer, la coordination régionale leur a donné les explications nécessaires en demandant leur collaboration entière. Les échos de cette démarche sont encourageants.

V.2.2.3. Formalisation du réseau

Cette formalisation devait se faire d'une part par l'intermédiaire d'un protocole de collaboration à signer entre l'INSAH et les SNRA mais également par l'examen et l'adoption de projets de statut et du règlement intérieur. La version finale du protocole de collaboration a été envoyée à tous les directeurs des SNRA pour signature. Le projet de statuts et de règlement intérieur également prêt a été envoyé aux correspondants nationaux.

V.2.2.4. Mise à niveau méthodologie RESADOC

Elle a démarré par la consultation qui était prévue au programme et qui devait porter sur une redéfinition des activités du RESADOC, la confection d'outils plus conformes à ces activités et à une préparation de la réunion d'évaluation- programmation pour les activités en 1997. Le consultant a séjourné à Bamako du 9 au 25 septembre 1996 sur la base des termes de références qui ont été établis au préalable. Au cours de son séjour, il a discuté avec tous les responsables des projets de l'INSAH et a visité les principaux centres d'information et de documentation agricole de Bamako ainsi que les principales représentations des maisons informatiques. Il a surtout profité de la tenue à Bamako de la réunion du CTA sur les politiques des institutions en information et communication agricole pour discuter avec les partenaires africains de la sous-région et avec les experts européens présents à cet atelier. Ceci lui a permis de serrer encore de plus près la réalité de l'information scientifique et technique dans les pays du Sahel et dans certains autres pays de l'Afrique de l'Est et du Centre. Les données qu'il a recueillies au cours de son séjour lui ont permis de concevoir un nouveau système d'information pour l'INSAH et de proposer des outils et des produits pour la valorisation de ce système.

V.2.3 Formation à la communication scientifique

L'atelier de formation des formateurs à la rédaction d'articles de périodiques scientifiques a eu lieu comme prévu à Bamako du 05 août au 6 septembre. Tous les pays membres du CILSS ont été représentés sauf la Gambie (pour des problèmes de langue) et la Mauritanie (qui n'a pas fait acte de candidature malgré l'insistance du programme PROSACOM). L'encadrement scientifique a été assuré par 4 intervenants. Les objectifs de formation qui ont été fixés ont été largement atteints comme l'ont démontré les résultats de l'évaluation finale. La suite de l'atelier a déjà été envisagée avec les stagiaires. C'est ainsi qu'un calendrier d'organisation de sessions nationales de formation a été déjà arrêté pour l'année 1997. Ces formations se feront comme prévu sous la supervision des mêmes encadreurs.

Auparavant, au mois de juillet, les intervenants ont été réunis à Bamako pendant trois jours pour préparer l'atelier de formation. C'est peut être une des raisons de la réussite de l'atelier.

V.2.4. Ateliers/Séminaires

V.2.4.1. Réunion de relance des activités du RESADOC

Cette réunion a eu lieu du 11 au 14 mars 1996. Elle a regroupé tous les nouveaux correspondants nationaux du RESADOC à l'exception de ceux du Sénégal et de la Mauritanie. Etaient également présents, le consultant qui avait mené l'exercice d'évaluation du RESADOC et l'administrateur du programme régional en communication du CRDI. Les participants ont discuté des problèmes passés et actuels du RESADOC ainsi que des perspectives qui s'offraient à ce réseau. A l'issue de leur réunion, ils ont mis en place un programme transitoire de relance des activités du RESADOC.

V.2.4.2. Réunion annuelle des coordonnateurs

Cette réunion a eu lieu du 18 au 27 novembre 1996 à Bamako. Tous les correspondants nationaux du RESADOC, sans exception aucune, ont pris part à cette réunion ainsi qu'un représentant du Centre Technique de coopération agricole et rurale (CTA) de Wageningen. La réunion s'est déroulée en deux temps : tout d'abord la période du 18 au 20 novembre qui a été consacrée au suivi des décisions de la réunion du mois de mars 1996 et la période du 19 au 27 qui a été réservée à la formation des correspondants nationaux du RESADOC aux nouveaux outils du système d'information de l'INSAH. Pour l'essentiel, ces nouveaux outils portent sur la collecte, le traitement et la diffusion des données factuelles sur les projets de recherche en cours au Sahel, les chercheurs sahéliens en recherche agricole, les instituts de recherche agricole du Sahel ainsi qu'une réactualisation du traitement de la base RESINDEX. La formation dispensée aux correspondants nationaux a également porté sur l'usage de courrier électronique puisque le partage de toutes les données au sein du réseau se fera désormais par courrier électronique.

A l'issue de ces réunions, les participants ont mis en place le programme d'activités du réseau au niveau régional et ont formulé les recommandations suivantes :

- le Coordonnateur Régional doit rendre visite à tous les pays pour d'abord connaître l'état actuel du réseau (ressources humaines et équipement) et de sensibiliser les décideurs à la nouvelle stratégie du RESADOC ;
- les correspondants nationaux doivent être associés à toutes les activités organisées par le PROSACOM dans les pays, que ce soit des activités de documentation ou autres;
- qu'une attention particulière soit accordée aux maillons faibles du réseau que sont les centres nationaux de la Mauritanie, de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert.

C'est pourquoi ils ont demandé au coordonnateur régional de greffer une visite de 3 à 4 jours au tour qu'il compte effectuer en 1997 dans les pays du Sahel dans le cadre de la supervision

des activités de formation à la rédaction des articles de périodiques scientifiques au niveau national. Son calendrier de visite a été examiné et amendé dans ce sens.

V.2.5. Publications

De nombreuses publications ont été programmées : des livres, des monographies, un bulletin de liaison, un périodique scientifique, un répertoire des chercheurs sahéliens en recherche agronomique, un répertoire des projets de recherche et RESINDEX. De toutes ces publications, seul RESINDEX a pu être publié régulièrement (2 numéros) en même temps que la bibliographie spécialisée sur la gestion des ressources naturelles. En effet, la publication des autres documents était conditionnée à l'acquisition du matériel informatique indispensable à l'exécution de cette activité et la formation des agents qui doivent l'utiliser. L'équipement dont la livraison était prévue depuis le début de l'année n'est finalement arrivé qu'en décembre 1996. Les textes pour le bulletin de liaison et le périodique sont disponibles. Il faut également signaler que des difficultés de trésorerie du projet PADRES ainsi que des problèmes d'électricité ont beaucoup contribué au retard constaté dans les publications.

Comme activité non prévue, le chef du projet PROSACOM a supervisé le travail de rédaction des résultats de recherche du projet RCS-Sahel qui a été confié à trois rédacteurs extérieurs à l'INSAH. Il a notamment élaboré les termes de références qui ont servi au déblocage des fonds destinés à cette activité, organisé le groupe des rédacteurs et convoqué les deux réunions au cours desquelles l'ouvrage a été rédigé. Il a également effectué le travail éditorial et suivi les travaux d'impression.

V.2.6. Coordination

V.2.6.1. Installation du courrier électronique

Dans une phase test, il était prévu d'installer le courrier électronique dans les institutions focales des SNRA suivants : UPA à Dakar, CNRST à Ouagadougou, INRAN à Niamey et IER à Bamako. La mission d'installation devait visiter ces sites dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 1996. Mais, après vérification, seule l'UPA avait une ligne téléphonique dédiée au centre de documentation, ce qui est une condition sine qua non de l'installation de ce réseau. La mission n'a donc pas pu être effectuée. Elle le sera dès que les lignes téléphoniques seront disponibles pour les centres de documentation concernés.

V.2.6.2. Ebauche plan marketing

Le chargé du marketing participe actuellement à la formation dispensée par IPD/Ouagadougou sur le marketing de l'information scientifique. Il conduit un projet de recherche sur le marketing de l'INSAH. Après sa formation, il sera à la disposition du RESADOC pour démultiplier la compétence qu'il a acquise au cours de cette formation qui prendra fin en février-mars/1997.

V.2.6.3. Participation à la réunion des responsables des projets de communication du système CILSS

Le chef du projet PROSACOM a participé à une réunion des responsables des projets de communication du système CILSS. Cette réunion a été convoquée par le conseiller en communication du secrétaire exécutif. Elle avait pour objectif principal de jeter les bases d'une réflexion comme pour la définition d'une politique du système CILSS et de la contribution des sites de Bamako et de Niamey. C'est la première fois que ces responsables se rencontraient. La présentation des différents projets a révélé que chacun d'eux évoluait indépendamment des autres et qu'il manquait une vision globale CILSS. Rendez-vous a été pris pour une réunion en vue d'approfondir la réflexion et de mettre en place une stratégie pour une véritable politique de communication du CILSS.

V.3. COMMENTAIRES

Les performances du PROSACOM pouvaient être améliorées si comme prévu les éléments suivants étaient disponibles :

- * budget acquisition (avec la participation des projets de l'INSAH) ;
- * matériels et logiciels informatiques adéquats et performants (PAO...) ;
- * courrier électronique au niveau des composantes nationales ; et
- * connexion aux bases de données extérieures au Sahel.

TABLEAUX RECAPITULATIFS

BILAN D'EXECUTION PHYSIQUE DES PROJETS:

P: **Prévu**

E: **Exécuté**

PE: **Prévu et exécuté**

PNE: **Prévu mais non exécuté**

NPE: **Non prévu mais exécuté**

BILAN ANNUEL D'EXECUTION: SITUATION PHYSIQUE DU PROJET DECA

ACTIVITES	ETAT D'EXECUTION
Etudes et analyses	
. Analyse d'impact de la recherche agricole	PE
. Harmonisation des statuts des chercheurs	PE
. Elaboration termes référence étude financemt durable rech. ag.	NPE
Appui aux états	
. Planification stratégique	PE
. Evaluation des chercheurs	PE
Ateliers/séminaires	
. Réunion directeurs instituts de recherche agricole	PE
. Atelier de formation impact de la recherche agricole	PE
. Atelier régional de formation sur les systèmes d'information de la gestion de la recherche agricole	PNE
. Atelier national de programmation du Tchad	PNE
. Forum scientifique de haut niveau& 20ème anniversaire INSAH	PE
Productions scientifiques	PE
Coordination du projet	
. Appui à d'autres projets	PE
. Activités d'interface national, régional, international	PE

BILAN ANNUEL D'EXECUTION: SITUATION PHYSIQUE DU PROJET PADRES

ACTIVITES	ETAT D'EXECUTION
COMPOSANTE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	
Etudes et analyses	
Etude & analyse des déterminants des pratiques de GRN/SP	PE
* Ebauche cadre méthodique régional harmonisé d'analyse	PE
* Attribution de bourses d'études nationales	PNE
* Analyse des données de la zone OHVN	PE
* Concertations sur système régional d'analyses en GRN/SP	PE
Appui aux états	
Appui aux négociations de la CCD	PE
Appui au processus de mise en oeuvre de la CCD au Mali	PE
Travaux grpe travail CILSS-CLUB appui mise en oeuvre CCD	PE
Travaux groupe de réflexion sur les indicateurs de suivi CCD	PE
Autres appuis: SONED (Sénégal), CRESA (Niger), IPR (Mali)	NPE
Ateliers/séminaires	
Atelier régional sur les pratiques de GRN au Sahel	PE
Atelier de planification du programme INTERCRSP	NPE
Retraite de programmation des activités du programme majeur	PE
Publications	PE
Coordination	
Cdination initiatives rgnales GRN: DMLROSELT, INTERCRSP.	PE
Coordination d'ensemble des activités de la composante	PE
Coordination du Programme Majeur AGRO-SOC.	NPE
COMPOSANTE SECURITE ALIMENTAIRE	
Etudes et analyses	
Actualisation des effets de la dévaluation: prix&coûts product.	PE
Impact macro. des polques: investimt, productité, compte agri.	PE
Investmt&ceptivité au niveau filières produits stratégiques	PE
Impact dévaluation sur revenus&consommation ménages	
Réflexions stratégiques	
Place&rôle de l'agricu. ds transfo. de l'économie globale	PNE
Pmatique conciliation PAS avec préoccupations dev. durable	PNE
Pmatique des revenus et du financement en milieu rural	PNE
Cadre conceptuel intgction socio-éco. problèmes GRN&SA	PNE
Ateliers/Séminaires	
Tables-rondes nationales	PE
Ateliers régionaux de concertation et de programmation	PE
Productions scientifiques et techniques	PE

BILAN ANNUEL D'EXECUTION: SITUATION PHYSIQUE DU PROJET PARA

ACTIVITES	ETAT D'EXECUTION
COMPOSANTE RESEAUX ET PÔLES DE RECHERCHE	
Appui aux états	
. Mise en oeuvre des pôles de recherche	PNE
. Suivi des réseaux coopératifs	PE
. Consolidation et valorisation du CERAAS	PE
. Finalisation dossier de financement:	
* transformation des relations agriculture-élevage au Sahel	PE
* Valorisation des acquis de PF1 et PF2	PE
Ateliers/séminaires	
. Séminaire final de synthèse RCS-Sahel	PE
Coordination	
. Supervision activités CERAAS&participation réunions CORAF	PE
. Participation à des réunions: CNRST (Burkina Faso)...	NPE
COMPOSANTE PROTECTION INTEGREE DES VEGETAUX	
Appui aux états	
. Réunions Comité Sahélien des pesticides:	2P mais 1E
. Appui développement stratégie lutte intégrée ds pays Sahel	PE
. Elaboration projet destruction stocks de pesticides pérимés	NPE
Publications	PE
Coordination	
. Projet LUBILOSA	PE
. Participation à réunions régionales et internationales	PE

BILAN ANNUEL D'EXECUTION: SITUATION PHYSIQUE DU PROJET PSEE

ACTIVITES	ETAT D'EXECUTION
Etudes et analyses	
. Etude comparative en éducation environnementale	PNE
Appui aux états	
. Développement des outils et méthodologies en EE (PFIE)	PE
. Banque de données	PE
Ateliers/séminaires	
. Concertation directeurs nationaux de l'enseignement primaire	PE
. Concertation des écoles de formation initiale	PE
. Concertation des inspecteurs du primaire et des IPN	PE
. Finalisation du guide de formation en EE pour le secondaire	PE
. Bilan programmation PFIE	PE
. Sensibilisation des communicateurs	PE
. Conférence Ministérielle sur L'EE	PE
. Lancement du PREES	PE
Coordination	
. Participation à des réunions: INSAH, PLANET'ERE, ECOSA..	PE

BILAN ANNUEL D'EXECUTION: SITUATION PHYSIQUE DU PROJET PROSACOM

ACTIVITES	ETAT D'EXECUTION
Appui aux programmes internes&externes de recherche	
. Appui documentaire aux programmes de l'INSAH	PE
. Confection répertoire chercheurs sahéliens et projets de rech.	PNE
Réactivation du RESADOC	PE
Formation à la communication scientifique	PE
Publications	
. Edition et publication des résultats de la recherche	PNE
. Appui à publication résultats projet RCS-Sahel	NPE
Ateliers/séminaires	
. Atelier de relance de RESADOC	PE
. Réunion annuelle des coordonnateurs de RESADOC	PE
Coordination	
. Installation du courrier électronique	PNE
. Ebauche plan marketing	NPE
. Participation réunion respon. prjts commica. système CILSS	NPE